

## Chapitre 3

# Ressources nécessaires au bien-être futur

*Certains choix effectués et décisions prises aujourd'hui peuvent être déterminants pour le bien-être futur. Ce chapitre analyse certaines des principales ressources dont dépendra vraisemblablement l'évolution des résultats en matière de bien-être, apportant ainsi un premier éclairage sur les perspectives de bien-être. Il décrit quelques indicateurs qui permettent d'évaluer certains aspects des « stocks de capital » naturel, humain, social et économique qui existent aujourd'hui et qui constituent une réserve de valeur pour le bien-être futur. Il analyse aussi quelques facteurs de risque susceptibles d'exercer une influence sur ces stocks. L'éventail des indicateurs présentés est large, de la superficie forestière à la confiance envers les institutions publiques, en passant par le niveau d'études des jeunes adultes et l'endettement des ménages. Bien qu'il reste un travail colossal à accomplir pour enrichir encore ce jeu d'indicateurs, ce chapitre donne un aperçu des nombreuses données qui existent déjà et met en lumière certaines des lacunes à combler pour obtenir un ensemble d'indicateurs plus complet. À plus long terme, l'objectif est de pouvoir évaluer les résultats en matière de bien-être dans le contexte des ressources qui resteront disponibles pour les générations futures.*

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Que peut-on dire aujourd'hui au sujet des perspectives de bien-être à plus long terme ? Dans tous les domaines de la vie, certaines décisions à prendre aujourd'hui sont susceptibles d'avoir des conséquences sur le bien-être futur. Le cadre de mesure présenté dans *Comment va la vie ?* permet de mesurer à la fois les résultats en matière de bien-être actuel et les facteurs susceptibles de concourir à la pérennisation de ce bien-être (encadré 3.1). C'est à ce deuxième volet du cadre qu'est consacré ce chapitre, plus précisément à quatre types de ressources (ou « capital ») qui sont observables aujourd'hui, sont influencées par des décisions prises ici et maintenant et ont de l'importance pour le bien-être, non seulement de la génération actuelle mais aussi des générations futures.

La démarche adoptée dans cette partie est inspirée du chapitre intitulé *Mesurer la durabilité du bien-être* de l'édition 2013 de *Comment va la vie ?* (OCDE, 2013a) et applique plusieurs aspects des recommandations de la Conférence des statisticiens européens sur la mesure du développement durable (CEE-ONU, 2014). L'OCDE présente ici pour la première fois un petit jeu d'indicateurs mesurant certaines composantes des ressources naturelles, humaines, sociales et économiques qui sont essentielles à la pérennisation du bien-être, de même que certains facteurs susceptibles d'entraîner une augmentation ou un épuisement de ces ressources au fil du temps. Les données présentées ici sont très incomplètes, mais l'objectif est de commencer à évaluer le bien-être actuel (« ici et maintenant ») en le resituant dans le contexte des ressources disponibles pour garantir le bien-être des générations futures (« plus tard »). Plusieurs de ces ressources étant des biens publics mondiaux, ce qui se passe « ailleurs » (hors des frontières d'un seul pays) est également important à prendre en compte – même si cet aspect ne peut être que partiellement examiné au moyen des données disponibles (encadré 3.1).

La mesure du bien-être actuel repose dans une large mesure sur ce que vivent les individus, les ménages et les groupes. À l'inverse, les menaces qui pèsent sur le bien-être futur visent souvent, plus largement, les systèmes sur lesquels repose le bien-être individuel – c'est par exemple le cas des modifications du système climatique ou de l'apparition, au sein du système financier, de risques de nature à entraîner des crises économiques. Il s'ensuit que tout système de mesure de la préservation du bien-être dans le temps doit contenir, en plus d'outils de mesure axés sur l'individu, des indicateurs permettant d'effectuer des mesures au niveau de la société et du système dans leur ensemble. Néanmoins, nombre des indicateurs examinés dans cette section sont exprimés par habitant, parce qu'il est ainsi plus facile d'établir des liens entre les caractéristiques systémiques et ce que vivent les individus, ainsi que de rendre compte des retombées que les changements au niveau de la population peuvent avoir sur les ressources disponibles.

### Encadré 3.1. Mesurer les stocks de capital nécessaires à la préservation du bien-être à plus long terme

Conformément aux recommandations de la Conférence des statisticiens européens sur la mesure du développement durable (CEE-ONU, 2014) et du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, le cadre de mesure du bien-être présenté dans *Comment va la vie ?* fait appel à une « approche fondée sur le capital » pour analyser si le bien-être actuel a des chances de s'inscrire dans la durée (voir OCDE, 2013a, chapitre 6). Ce cadre est plus particulièrement axé sur quatre grandes catégories de ressources (graphique 3.1).

Graphique 3.1. Stocks de capital mesurés par le cadre de mesure du bien-être présenté dans *Comment va la vie ?*



Source : OCDE (2011), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr>.

Ces ressources sont considérées comme des formes de « capital » parce qu'elles représentent une réserve de valeur pour le bien-être futur. Ces différents types de capital présentent des caractéristiques communes : ils exercent tous une forte influence sur un large éventail de résultats en matière de bien-être ; ils perdurent tous plus ou moins dans le temps et leur préservation nécessite des investissements et une gestion rigoureuse. Il est donc important de surveiller l'évolution de ces formes de capital dans le temps pour disposer des informations nécessaires à la gestion des stocks. C'est pourquoi les indicateurs présentés dans ce chapitre sont, dans la mesure du possible, décrits sur 10 ou 15 ans – même si, dans la pratique, la période sur laquelle il est intéressant de les examiner dépend vraisemblablement de la nature du stock de capital en question\*. Le chapitre présente également des données sur les flux entrants (par exemple les investissements) et les flux sortants (comme l'épuisement ou la dégradation des ressources) et sur d'autres facteurs de risque susceptibles d'avoir une incidence sur la valeur des stocks de capital et leur capacité à résister aux chocs. Cette dernière série d'indicateurs apporte un éclairage sur les moyens d'action que pourraient utiliser les décideurs publics aujourd'hui pour améliorer les perspectives de bien-être à l'avenir.

L'approche adoptée dans ce chapitre présente des analogies avec plusieurs projets de mesure du bien-être existants, notamment le Groupe de travail CEE-ONU/Eurostat/OCDE sur les statistiques du développement durable (Nations Unies, 2009), le rapport *Inclusive Wealth Report* publié par le programme IHDP de l'Université des Nations Unies (UNU) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (UNU-IHDP et PNUE, 2012 et 2014), ainsi que plusieurs initiatives lancées par des offices nationaux de la statistique comme l'Office fédéral suisse de la statistique (OFS, 2013) et Statistics New Zealand (2011). Ces différents projets se caractérisent notamment par la distinction qu'ils font entre le bien-être « ici et maintenant » et le stock de ressources qui aura une incidence sur le bien-être des générations futures « plus tard ». Plusieurs d'entre eux vont au-delà d'une simple mesure du niveau des stocks pour évaluer la manière dont ceux-ci sont gérés et entretenus ou dans quelle mesure ils sont menacés.

Compte tenu du fait que la préservation du bien-être dans le temps constitue un défi mondial, l'approche retenue par la Conférence des statisticiens européens (CEE-ONU, 2014) insiste également sur la nécessité de cerner les retombées que les mesures prises dans un pays peuvent avoir sur le bien-être des habitants d'autres pays, en d'autres termes « ailleurs ». Ces retombées transfrontalières peuvent être positives (c'est par exemple le cas, lorsqu'ils sont bien conçus, des programmes de réduction de la pauvreté dans les États fragiles financés par l'aide publique au développement) ou négatives (par exemple quand l'exode de travailleurs qualifiés entraîne un épuisement du capital humain dans les pays qui ont

### Encadré 3.1. Mesurer les stocks de capital nécessaires à la préservation du bien-être à plus long terme (suite)

investi dans la formation de ces travailleurs). Elles peuvent toucher des composantes de stocks de capital véritablement « mondiaux » (par exemple dans le cas de l'accroissement du stock de gaz à effet de serre dans l'atmosphère) ou des stocks qui peuvent se trouver dans un pays mais dont l'épuisement peut devenir une préoccupation mondiale et une responsabilité planétaire (cas de la déforestation tropicale due aux modes de consommation mondialisés). Un examen approfondi de ces effets transfrontaliers dépasserait le champ du présent chapitre mais devra constituer une priorité de futurs travaux de recherche et de mesure.

\* Le choix de la période à retenir pour évaluer le bien-être dans le temps dépend du type de capital examiné. Ce chapitre porte sur les ressources qui existent et peuvent être mesurées aujourd'hui mais qui sont aussi nécessaires pour préserver le bien-être à plus long terme. Les indicateurs du capital humain et social présentés dans cette section reposent implicitement sur l'hypothèse selon laquelle « plus tard » (en d'autres termes le bien-être futur) renvoie à une phase ultérieure de la vie des personnes qui sont actuellement en vie (c'est-à-dire les enfants ou les jeunes adultes d'aujourd'hui). À l'inverse, dans le cas du capital naturel non renouvelable, la manière dont les ressources sont gérées aujourd'hui peut avoir une influence sur le bien-être de toutes les générations futures, y compris celles qui vivront dans un avenir lointain. S'agissant du capital économique, la période à retenir se situe entre les deux premières : le capital économique englobe à la fois les infrastructures physiques (bâtiments, ponts, etc.), qui peuvent traverser de nombreuses générations, mais aussi le capital financier, qui, en période de crise, fluctue parfois très rapidement. Il n'existe donc pas un cadre temporel unique susceptible de convenir à l'étude des différentes formes de capital.

Sources : OCDE (2013), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/how\\_life-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr) ; et Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) (2014), *Conference of European Statisticians Recommendations on Measuring Sustainable Development*, Nations Unies, New York et Genève, [www.uncece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2013/CES\\_SD\\_web.pdf](http://www.uncece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2013/CES_SD_web.pdf).

Dans la pratique, les quatre formes de « capital » présentées dans cette section (capital naturel, humain, social et économique) sont très hétérogènes et sont difficiles à mesurer. Les exemples d'indicateurs décrits dans ce troisième chapitre sont récapitulés dans le tableau 3.1. Dans certains domaines, les facteurs présentés comme des indicateurs du bien-être « ici et maintenant » fournissent également des informations précieuses sur les perspectives de bien-être futures. Par conséquent, plusieurs des indicateurs employés pour mesurer le bien-être dans le chapitre 2 ont également toute leur place ici. Il en va ainsi du patrimoine des ménages (qui est un stock de capital économique), des qualifications et compétences de la population adulte (qui fournissent des informations sur le stock de capital humain), du chômage de longue durée (facteur de risque qui peut avoir des conséquences sur le capital humain), de la participation électorale et de l'implication des parties prenantes (qui peuvent l'une comme l'autre s'analyser comme des investissements dans le capital social) et de l'exposition à la pollution de l'air (aspect de la qualité de l'environnement qui peut avoir des conséquences à court comme à long terme sur le bien-être). Lorsque les avantages (ou les coûts) de ces facteurs pour le bien-être perdurent, les indicateurs utilisés pour mesurer le bien-être actuel apportent également un éclairage sur son évolution. Pour ne pas répéter ce qui a déjà été exposé au chapitre 2, le chapitre 3 ne s'attarde pas sur ces indicateurs, lesquels sont cependant repris dans la première colonne du tableau 3.1 ci-après et doivent être considérés comme une composante à part entière du « tableau de bord » qui permet de mesurer les ressources disponibles pour le bien-être futur.

S'ils sont censés donner des informations sur les stocks de capital naturel, humain, social et économique disponibles pour la génération actuelle et les générations futures, les indicateurs présentés ici ne peuvent en aucun cas prétendre à l'exhaustivité. Ainsi, certains aspects importants des stocks de capital ne figurent pas dans le tableau de bord présenté

ci-dessus (tableau 3.1). Tel est notamment le cas de plusieurs aspects du capital social (domaine dans lequel beaucoup d'indicateurs sont en cours d'élaboration) et du capital naturel (l'absence d'outils de mesure des ressources minérales, énergétiques et foncières, par exemple, constitue une lacune importante). De même, l'éventail des indicateurs de « flux » et des facteurs de risque pourrait être beaucoup plus large<sup>1</sup>. De surcroît, le bien-être de la génération qui est aujourd'hui la plus jeune contribuera de manière décisive aux stocks de capital humain, social et économique de demain et sera déterminant pour son bien-être lorsqu'elle sera arrivée à l'âge adulte. Par conséquent, les outils de mesure du bien-être des enfants, présentés au chapitre 4, ont également leur place dans la réflexion sur l'évolution du bien-être au fil du temps.

Tableau 3.1. **Exemples d'indicateurs, présentés aux chapitres 2 et 3, utilisés pour mesurer les ressources disponibles pour le bien-être futur**

	Chapitre 2	Chapitre 3	Chapitre 3	Chapitre 3
Stock de capital	Indicateurs permettant de mesurer à la fois le bien-être actuel et le bien-être futur	Indicateurs de « stock » de capital	Indicateurs de « flux » (investissements dans les stocks de capital et épuisement de ces stocks)	Autres facteurs de risque
Capital naturel	Exposition annuelle à la pollution de l'air (PM <sub>2,5</sub> )	Concentration atmosphérique de gaz à effet de serre Patrimoine foncier : couvert forestier par habitant Ressources en eau douce par habitant	Émissions de gaz à effet de serre par habitant Prélèvements d'eau douce par habitant	Espèces menacées
Capital humain	Niveau d'études Compétences cognitives des élèves de 15 ans Compétences de la population adulte Chômage de longue durée Espérance de vie à la naissance	Niveau d'études des 25-34 ans	Espérance de scolarisation (de 5 à 39 ans)	Prévalence du tabagisme Prévalence de l'obésité
Capital social	Participation électorale Implication des parties prenantes	Confiance envers autrui Confiance envers les institutions publiques		
Capital économique	Patrimoine net des ménages Patrimoine financier net des ménages	Actifs fixes nets par habitant Capital intellectuel par habitant Patrimoine financier net de l'économie par habitant	Formation brute de capital fixe Investissement dans la R-D	Endettement du secteur des ménages (privés) Patrimoine financier net des administrations publiques Levier du secteur bancaire

De plus, même les indicateurs qui figurent dans le tableau 3.1 présentent parfois des limites en termes de pays couverts, de comparabilité dans le temps et de qualité des données. En d'autres termes, les données décrites dans ce chapitre doivent s'analyser comme une première tentative d'établir des outils de mesure plutôt que comme une batterie d'indicateurs « idéale ». Une évaluation plus exhaustive des perspectives de bien-être nécessiterait un tableau de bord plus complet et une analyse plus fine des interactions entre les différents indicateurs. Par ailleurs, l'évaluation des non-linéarités, par exemple des seuils et points de basculement – au-delà desquels la menace qui pèse sur le bien-être pourrait s'accroître de manière sensible (et peut-être irréversible) – est un autre axe de recherche qui pourrait faire considérablement progresser l'interprétation de ces données. Ce chapitre montre néanmoins que même s'il reste du chemin à parcourir,

de nombreuses ressources nécessaires au bien-être futur peuvent dès à présent faire l'objet d'un suivi à partir des données existantes.

## Capital naturel

Le *capital naturel* regroupe des éléments importants de l'environnement naturel. Il peut inclure des ressources individuelles comme les minéraux, les ressources énergétiques, les terrains, les sols, l'eau, les arbres, les plantes et les espèces sauvages, mais aussi, plus largement, les écosystèmes – la manière dont les différents actifs naturels fonctionnent ensemble ou interagissent, comme on peut l'observer dans les forêts, dans les sols, dans le milieu aquatique et dans l'atmosphère. Certains effets positifs du capital naturel sur le bien-être peuvent être ressentis « ici et maintenant » – c'est le cas, par exemple, du fait de pouvoir respirer un air non pollué ou boire une eau salubre, ou de disposer d'espaces pour les activités récréatives et de loisir ou pour organiser des événements collectifs. Les outils de mesure de la pollution de l'air et de la qualité de l'eau sont présentés dans le chapitre 2 parmi les indicateurs de bien-être actuel, bien que les effets cumulés de l'exposition à la pollution de l'air, en particulier, aient également des conséquences importantes sur la santé à long terme.

Nombre des effets positifs des ressources naturelles tiennent cependant au rôle qu'elles jouent dans la production d'autres ressources qui contribuent elles-mêmes au bien-être matériel et à la qualité de vie aujourd'hui et à long terme. Ainsi, les ressources naturelles jouent souvent un rôle capital dans la production économique – parce qu'elles fournissent l'espace physique, l'énergie et les matières premières nécessaires à une diversité d'activités économiques, depuis l'industrie manufacturière jusqu'à l'agriculture en passant par le tourisme. Le patrimoine naturel est également essentiel au capital humain, notamment parce qu'il fournit de l'eau et de la nourriture, de l'énergie pour chauffer les lieux d'habitation et de travail et offre un cadre de vie sain à la population. Les écosystèmes remplissent également d'importantes fonctions d'absorption (par exemple en stockant la pollution, les déchets et le carbone) et de protection contre les dangers naturels (rayonnements ultraviolets ou inondations, par exemple). De même, la concurrence pour des ressources naturelles qui n'existent qu'en quantité limitée ou l'incertitude qui plane sur l'avenir des ressources alimentaires, de l'approvisionnement en eau, des ressources minérales ou énergétiques peuvent constituer une menace pour le capital social et une source de conflits internationaux et intérieurs. Bien que la population n'ait souvent pas conscience de ces facteurs au quotidien, ils sont lourds de conséquences pour le bien-être à plus long terme.

Il existe divers indicateurs pour mesurer les stocks et les flux de capital naturel, mais ceux qui sont recueillis régulièrement de manière harmonisée entre tous les pays de l'OCDE sont relativement peu nombreux. Par ailleurs, nombre de ces indicateurs portent sur certaines formes de ressources (eau douce, forêts, par exemple), qui, naturellement, peuvent être rares dans certains pays mais relativement abondantes dans d'autres. De surcroît, l'amélioration continue des méthodes de mesure complique souvent les comparaisons dans le temps des indicateurs. Dans ce chapitre, le concept de capital naturel est illustré par un petit nombre d'indicateurs (encadré 3.2) inspirés des indicateurs du « stock d'actifs naturels » présentés par l'OCDE dans sa publication intitulée *Green Growth Indicators* (OCDE, 2014a), qui, comme *Panorama de l'environnement 2013* (2013b), contient une batterie beaucoup plus riche d'indicateurs.



### Encadré 3.2. Exemples d'indicateurs permettant de mesurer le capital naturel

Les indicateurs sélectionnés pour illustrer le concept de capital naturel sont les suivants :

- **La superficie forestière pour 1 000 habitants** correspond au stock de forêts et terrains boisés, exprimé en kilomètres carrés. Cet indicateur tient compte des terrains boisés d'une superficie supérieure à 0.5 hectare, comportant un couvert arboré de plus de 10 % ou des arbres susceptibles d'atteindre ce seuil *in situ*. Les terrains boisés ou les forêts essentiellement destinés à un usage agricole ou utilisés à des fins d'aménagement urbain ou de loisir sont exclus. Les données présentées ici sont issues de la *Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement*, qui contient des données fournies par la CEE-ONU et des données issues de l'*Évaluation des ressources forestières mondiales* de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Pour réaliser son évaluation, la FAO fait appel aux rapports nationaux établis par les correspondants nationaux et à la télédétection.
- **Les émissions de gaz à effet de serre** englobent les émissions anthropiques de six types de gaz à effet de serre – dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>, dont les émissions dues à la consommation d'énergie et à des procédés industriels tels que la fabrication de ciment) ; méthane (CH<sub>4</sub>, dont les émissions dues aux déchets solides, au bétail, à l'extraction de houille et de lignite, aux rizières, à l'agriculture et aux fuites des gazoducs) ; hémioxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) ; hydrofluorocarbures (HFC) ; hydrocarbures perfluorés (PFC) ; et hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>) – pondérés par leur « potentiel de réchauffement ». Les données présentées, qui sont issues de la *Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement*, ont été compilées à partir des rapports nationaux d'inventaires présentés en 2014 au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ainsi que des réponses au questionnaire de l'OCDE sur l'état de l'environnement. Elles correspondent aux émissions directes brutes, hors émissions et absorptions liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie.
- **Les ressources en eau douce renouvelables** sont exprimées en disponibilités annuelles moyennes à long terme en mètres cubes par habitant. Elles correspondent à la somme du flux interne (volume total des eaux de ruissellement et de recharge des eaux souterraines provenant exclusivement des précipitations tombées sur un territoire) et de l'apport externe (volume des eaux de surface et souterraines provenant de territoires voisins). Les données présentées ici font partie des indicateurs de l'OCDE sur la croissance verte et sont issues de la *Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement*.
- **Les prélèvements d'eau douce** mesurent les prélèvements bruts d'eau souterraine ou de surface, exprimés en mètres cubes par habitant. Ils englobent les prélèvements d'eau destinés à des usages agricoles (irrigation, etc.) et industriels (refroidissement, procédés industriels, etc.), ainsi qu'à l'approvisionnement public. Pour certains pays, les données renvoient aux autorisations de prélèvements plutôt qu'aux prélèvements effectifs. Les données présentées ici font partie des indicateurs de l'OCDE sur la croissance verte et sont issues de la *Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement*.
- **Les espèces menacées** renvoient au pourcentage de mammifères, oiseaux et plantes vasculaires considérés comme en danger critique, en danger ou vulnérables – en d'autres termes aux espèces végétales et animales en danger d'extinction ou vraisemblablement en passe de l'être, selon les catégories et critères de la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Les données présentées ici ne tiennent pas compte des poissons, des reptiles, des amphibiens, des invertébrés ni des champignons. Elles se rapportent à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles, c'est-à-dire, pour la majorité des pays, à la fin des années 2000. Elles sont issues des indicateurs de l'OCDE sur la croissance verte, qui font partie de la *Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement*. Les données relatives à Israël ont été fournies par l'autorité israélienne

### Encadré 3.2. Exemples d'indicateurs permettant de mesurer le capital naturel (suite)

chargée de la nature et des parcs. Les données sur l'état des espèces menacées reposent essentiellement sur les réponses transmises par les pays dans le cadre de l'Assurance qualité annuelle (AQA) des données de référence de l'OCDE sur l'environnement. Elles ont été harmonisées par le Groupe de travail sur l'information environnementale (GTIE) de l'OCDE.

La superficie forestière pour 1 000 habitants et les indicateurs du couvert forestier fournissent des informations sur la quantité de ressources forestières existant dans une région donnée. Or, pour avoir une image plus exhaustive de ces ressources, il faudrait également disposer d'informations qualitatives, par exemple sur la diversité des espèces (essences et autres espèces) et sur la dégradation des forêts ainsi que sur la fragmentation du couvert forestier. Par ailleurs, étant donné que les ressources forestières sont naturellement limitées dans certains pays, il faudrait tenir compte d'autres formes de végétation naturelle. À cet égard, la mise au point d'un indicateur permettant d'évaluer la fragmentation de zones naturelles contiguës pourrait être envisagée.

Le stress hydrique peut varier sensiblement au sein d'un même pays et dans le temps, la quantité de ressources en eau douce pouvant être très variable d'une région à l'autre et la sollicitation de ces ressources pouvant fluctuer en fonction des saisons. Les définitions et méthodes d'estimation des ressources en eau douce peuvent différer à la fois selon les pays et selon les périodes (OCDE, 2014a).

Les données relatives aux espèces menacées présentent certaines limites, liées au fait que les pays appliquent avec plus ou moins de rigueur les critères et définitions de l'UICN et que le nombre d'espèces connues ou évaluées ne correspond pas toujours précisément au nombre d'espèces existantes. De plus, en règle générale, il n'existe pas de données rétrospectives ou celles qui existent ne sont pas comparables (OCDE, 2014a).

Pour être complet, un tableau de bord des stocks de capital naturel devrait permettre de mesurer bien d'autres actifs que ceux présentés ici (OCDE, 2013a ; CEE-ONU, 2014). Pour des informations sur d'autres actifs naturels importants, notamment sur les changements d'affectation des sols, les prélèvements d'eau et l'abondance des espèces, il est possible de se reporter à la publication *Green Growth Indicators* (OCDE, 2014a).

Au fil du temps, les indicateurs de croissance verte définis par l'OCDE s'enrichiront et permettront de mesurer d'autres aspects du capital naturel, notamment : i) la quantité et la qualité des stocks renouvelables de ressources naturelles, comme l'eau douce, les forêts, et les poissons ; ii) la quantité et la qualité des stocks non renouvelables de ressources naturelles, comme les métaux, les minéraux industriels et les vecteurs énergétiques fossiles ; et iii) la biodiversité et les écosystèmes, par exemple la diversité des espèces et des habitats, et la productivité des ressources en terres et en sols.

L'OCDE conduit également des travaux en vue de la mise en œuvre des principales composantes du Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE). Cette nouvelle norme internationale de comptabilité économique et environnementale a pour objectif de permettre d'obtenir des estimations du capital naturel qui complètent les estimations du capital économique du système de comptabilité nationale.

#### Pour en savoir plus :

- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2010), *Évaluation des ressources forestières mondiales 2010, Rapport principal*, Étude FAO : Forêts 163, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, [www.fao.org/docrep/013/i1757f/i1757f.pdf](http://www.fao.org/docrep/013/i1757f/i1757f.pdf).
- AIE (2014), *Energy, Climate Change and Environment : 2014 Insights*, AIE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264220744-en>.
- OCDE (2014a), *Green Growth Indicators 2014*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264202030-en>.
- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/env\\_outlook-2012-fr](http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr).

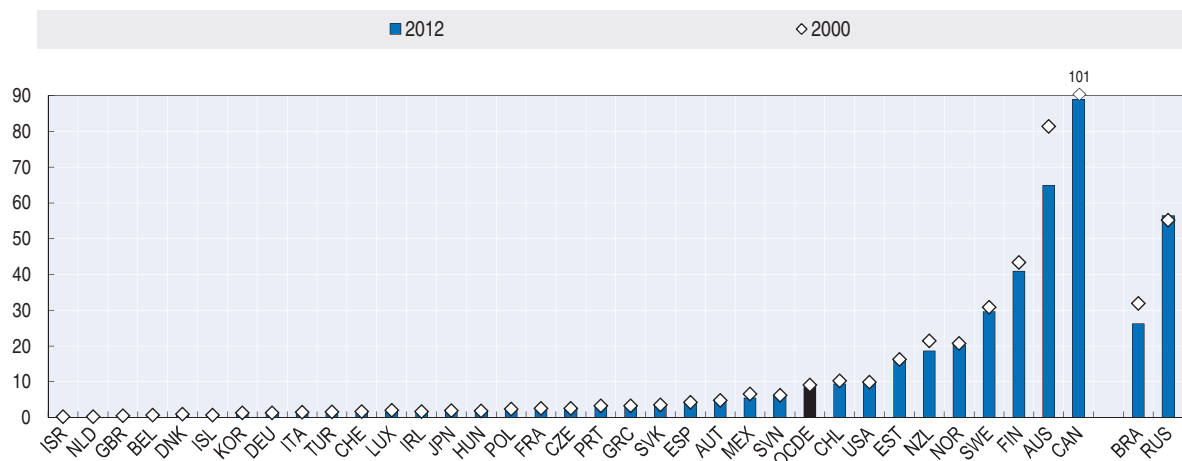


Les **forêts** jouent de nombreux rôles sur les plans environnemental, socio-économique et culturel. Elles fournissent par exemple des intrants pour la production – bois de construction, combustible, produits à base de bois et de papier –, protègent les terrains de l'érosion et des inondations, procurent un habitat aux espèces végétales et sauvages et fournissent des espaces pour les activités récréatives et de loisir. Elles jouent également un rôle fondamental dans le cycle mondial du carbone parce qu'elles se comportent comme un puits de carbone.

La zone de l'OCDE dans son ensemble abrite environ 25 % de la superficie forestière mondiale, et environ un tiers de sa superficie terrestre est recouvert de forêts. En Finlande, en Suède et au Japon, les forêts recouvrent plus de 65 % de la superficie terrestre totale, contre moins de 10 % en Islande et en Israël (OCDE, 2014a). S'agissant des ressources forestières rapportées à la taille de la population (graphique 3.2), la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Australie et le Canada disposaient de plus de 20 km<sup>2</sup> de forêts pour 1 000 habitants en 2012, alors que ce chiffre était inférieur à 5 km<sup>2</sup> pour 1 000 habitants dans la majorité des pays de l'OCDE, et inférieur à 1 km<sup>2</sup> pour 1 000 habitants en Israël, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Dans la zone de l'OCDE, la superficie forestière moyenne pour 1 000 habitants est passée de 9.1 km<sup>2</sup> pour 1 000 habitants en 2000 à 8.4 km<sup>2</sup> pour 1 000 habitants en 2012, soit une diminution de 7 %. Cette diminution a été forte en Australie, au Canada et au Brésil. Dans le cas de l'Australie et du Brésil, elle s'explique par une réduction du couvert forestier en pourcentage de la superficie terrestre totale (de 20 % à 19 % en Australie et de 65 % à 62 % au Brésil) couplée à une progression du nombre d'habitants. Dans le cas du Canada, le couvert forestier en pourcentage de la superficie terrestre est resté stable mais la taille de la population a sensiblement augmenté, ce qui a entraîné une baisse de la superficie forestière par habitant.

**Graphique 3.2. Superficie forestière**  
Superficie forestière, en kilomètres carrés par millier d'habitants



Note : Pour les États-Unis, la première année disponible est 2009. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de « Ressources en sols », *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données), [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LAND\\_USE](http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LAND_USE).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278445>

Si les forêts ont beaucoup de retombées positives à l'échelon local, le stock de ressources forestières joue également un rôle important à l'échelle de la planète. La baisse de la superficie forestière par habitant observée dans la zone de l'OCDE par rapport à 2000 s'est produite sur fond de progression de la déforestation à l'échelle mondiale, les pertes nettes étant estimées à environ 5.2 millions d'hectares par an – soit une superficie approximativement égale à celle du Costa Rica – entre 2000 et 2010 (FAO, 2010).

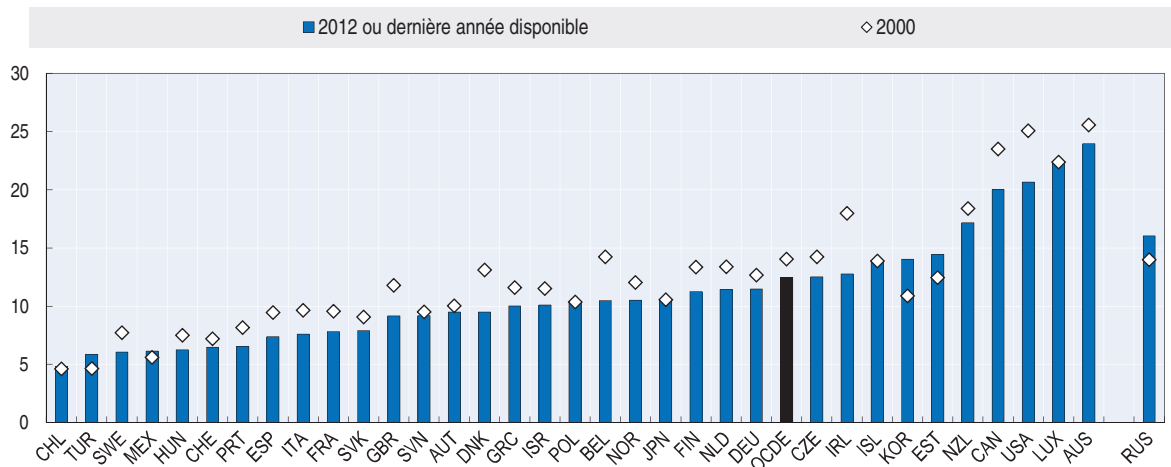
Certains pays étant naturellement pauvres en forêts, il faudrait pouvoir tenir compte, en plus du couvert forestier, d'autres outils de mesure de la végétation et des habitats naturels, de même que de données sur le changement d'affectation des sols (proportion de la superficie terrestre imperméabilisée par l'urbanisation, par exemple). La fragmentation anthropique de zones riches en végétation naturelle et en biodiversité (due aux zones construites et aux infrastructures de transport, par exemple) pouvant être lourde de conséquences pour les habitats, il serait utile de disposer, à l'avenir, d'un indicateur permettant d'évaluer la fragmentation de zones naturelles contiguës.

L'*atmosphère*, qui est un actif naturel partagé à l'échelle planétaire, joue un rôle central dans la régulation du climat. La concentration de gaz à effet de serre, en particulier, est un facteur de risque qui favorise le réchauffement climatique et qui, si aucune mesure n'est prise, aura de graves conséquences sur le bien-être de l'humanité à l'avenir (OCDE, 2012 ; OCDE, 2015a). Si la concentration des six gaz à effet de serre visés par le protocole de Kyoto<sup>2</sup> se maintient à son niveau actuel, il y a une chance sur deux de voir la température mondiale ne pas augmenter de plus de 2 °C par rapport à son niveau préindustriel (Agence européenne pour l'environnement, 2015). La stabilisation de la concentration atmosphérique de gaz à effet de serre constitue donc un enjeu international majeur.

C'est l'Organisation météorologique mondiale, organisme spécialisé des Nations Unies, qui publie les données sur la concentration atmosphérique de CO<sub>2</sub> et d'autres gaz à effet de serre. Dans l'édition 2014 de son *Bulletin sur les gaz à effet de serre*, elle relève que les concentrations atmosphériques de CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub> et N<sub>2</sub>O ont atteint de nouveaux pics en 2013, les valeurs mondiales moyennes s'établissant à 396 +/-0.1 parties par million (ppm) pour le CO<sub>2</sub>, 1 824 +/-2 parties par milliard (ppb) pour le CH<sub>4</sub> et à 325.9 +/-0.1 ppb pour le N<sub>2</sub>O. Ces valeurs sont supérieures de respectivement 42 %, 153 % et 21 % à leur niveau préindustriel (c'est-à-dire au niveau antérieur à 1750). Entre 2012 et 2013, l'augmentation de la concentration de CO<sub>2</sub> a atteint 2.9 ppm, soit l'augmentation interannuelle la plus forte observée depuis 1984 (OMM, 2014). Au total, la concentration des six gaz à effet de serre visés par le protocole de Kyoto a atteint 449 ppm équivalent CO<sub>2</sub> en 2012, soit une hausse de 171 ppm (environ 62 %) par rapport au niveau préindustriel (Agence européenne pour l'environnement, 2015)<sup>3</sup>.

Les émissions atmosphériques de gaz à effet de serre (graphique 3.3, voir la définition dans l'encadré 3.2) fournissent un indicateur de « flux » qui complète les informations sur le stock atmosphérique de GES. Dans la zone de l'OCDE, en 2012, c'est au Canada, aux États-Unis, au Luxembourg et en Australie que les émissions de GES dues aux activités se déroulant sur le territoire national étaient les plus élevées (20 000 kg par habitant au moins) et au Mexique, en Suède, en Turquie et au Chili qu'elles étaient les plus faibles (6 000 kg par habitant environ). Dans la plupart des pays de l'OCDE, les émissions annuelles de GES dues à la production intérieure ont diminué entre 2000 et 2012. En Irlande, au Danemark, en Belgique, au Royaume-Uni, en Espagne, en Suède, en Italie et au Portugal, les émissions ont

## Graphique 3.3. Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure

Milliers de kilogrammes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant

Note : La dernière année disponible est 2011 pour Israël et la Corée, 2010 pour le Mexique et 2006 pour le Chili. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Émissions de gaz à effet de serre par source », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00594-fr>.

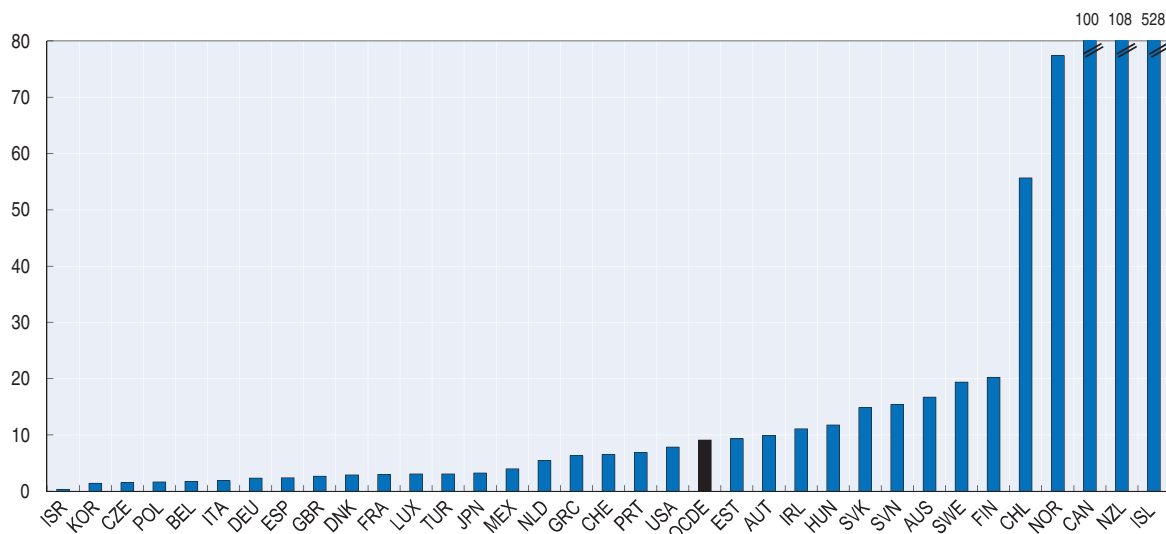
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278454>

régressé de 20 % ou plus. Dans un petit nombre de pays – en général ceux qui affichaient un niveau initial d'émissions par habitant nettement plus faible –, elles ont augmenté au cours de cette période ; c'est notamment le cas en Corée (où elles ont augmenté de près de 30 %), en Estonie et en Turquie (plus de 15 %), dans la Fédération de Russie et au Mexique (10 % ou plus).


Lorsque les émissions de dioxyde de carbone sont exprimées par habitant, il peut arriver que l'augmentation du nombre d'habitants entraîne une hausse du niveau total des émissions d'un pays alors que ses émissions par habitant sont en baisse. Par définition, les émissions ont un impact qui dépasse les frontières : où qu'elles se produisent, elles se traduisent par une hausse de la concentration atmosphérique de GES, et selon les prévisions, les effets les plus durs du changement climatique risquent d'être ressentis dans certains des pays les moins émetteurs. En outre, les émissions liées à la production économique d'un pays ne reflètent pas nécessairement celles dues aux modes de consommation de ses habitants. Des mesures expérimentales des émissions de CO<sub>2</sub> liées à la consommation, effectuées d'après les émissions incorporées au commerce international (et sur la base de tableaux internationaux d'entrées-sorties) montrent que les pays de l'OCDE sont importateurs nets de carbone incorporé – en d'autres termes, pour la zone de l'OCDE dans son ensemble, les émissions liées à la consommation sont supérieures à celles liées à la production (OCDE, 2015b, [www.oecd.org/sti/inputoutput/co2](http://www.oecd.org/sti/inputoutput/co2)).

Les *ressources en eau douce* sont indispensables à la production agricole et industrielle, de même qu'à l'approvisionnement en eau des ménages. Les disponibilités moyennes annuelles en ressources en eau renouvelables sont très variables d'un pays de l'OCDE à l'autre (graphique 3.4). C'est en Islande, en Nouvelle-Zélande, au Canada, en Norvège et au Chili qu'elles sont les plus élevées, s'établissant à plus de 50 000 m<sup>3</sup> d'eau douce renouvelable par habitant. Dans la majorité des pays de l'OCDE, ces disponibilités sont

Graphique 3.4. **Total des ressources en eau douce renouvelables**  
Disponibilités annuelles moyennes à long terme, en milliers de mètres cubes par habitant



Note : Les valeurs relatives au Royaume-Uni n'englobent que l'Angleterre et le Pays de Galles. Les valeurs relatives au Canada (100), à la Nouvelle-Zélande (108), et à l'Islande (528) sont supérieures aux limites du graphique. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

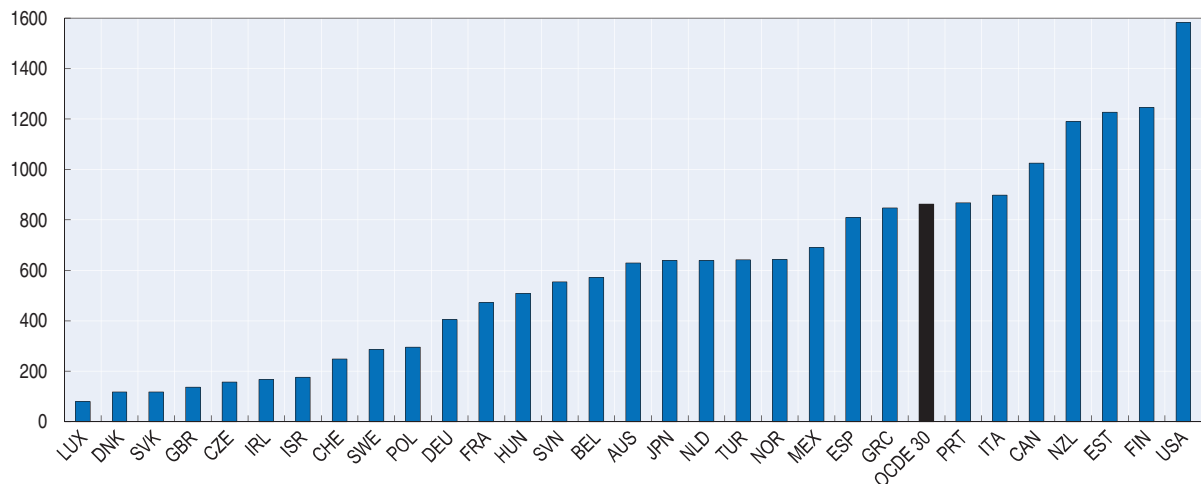
Source : « Eau : Ressources en eau douce », *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/env-data-fr>.  
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278468>

généralement inférieures à 20 000 m<sup>3</sup> par habitant (et s'élèvent à 9 080 m<sup>3</sup> par an en moyenne pour la zone de l'OCDE). Les stocks de ressources en eau douce renouvelables les plus faibles se trouvent en Israël, en Corée, en République tchèque, en Pologne, en Belgique et en Italie, les disponibilités annuelles étant inférieures à 2 000 m<sup>3</sup> par habitant dans chacun de ces pays.

La mesure des prélèvements d'eau douce fournit des informations sur l'intensité de l'utilisation de l'eau. Les États-Unis, la Finlande, l'Estonie, la Nouvelle-Zélande et le Canada sont, des pays de l'OCDE pour lesquels des données existent, ceux où les prélèvements bruts d'eau douce sont les plus élevés (supérieurs à 1 000 m<sup>3</sup> par habitant), tandis que le Luxembourg, le Danemark, le Royaume-Uni, la République tchèque, l'Irlande et Israël sont ceux où ils sont les plus faibles (inférieurs à 200 m<sup>3</sup> par habitant). Si certains des pays où les prélèvements sont élevés sont relativement bien dotés en ressources (Nouvelle-Zélande, Finlande et Canada, par exemple), d'autres (Pays-Bas, Belgique, Hongrie et Israël) sont confrontés à une situation de « stress hydrique » par rapport à leurs ressources en eau intérieures (les prélèvements représentant plus de 40 % des ressources disponibles). Dans la zone de l'OCDE dans son ensemble, après la hausse enregistrée dans les années 70, les prélèvements se sont stabilisés entre 1990 et 2011 (OCDE, 2014a). Cependant, à l'échelle mondiale, on estime qu'au cours du siècle dernier, la demande d'eau a augmenté plus de deux fois plus que la population (OCDE, 2014a ; 2015c). Le stress hydrique devrait également s'aggraver au niveau mondial, plus de 40 % de la population mondiale risquant d'être confrontés à un stress hydrique important à l'horizon 2050 (OCDE, 2012 ; 2013c).

## Graphique 3.5. Prélèvements d'eau douce

En mètres cubes par habitant, dernière année disponible au-delà de 2006



Note : La dernière année disponible est 2013 pour le Luxembourg, la République slovaque, la République tchèque, la Pologne, la Slovaquie et le Mexique, 2012 pour le Danemark, la Suisse, la France, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Estonie, 2011 pour le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada, 2010 pour Israël, la Suède, l'Allemagne, la Turquie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, 2009 pour l'Irlande, la Belgique et le Japon, 2008 pour l'Italie, 2007 pour la Norvège, la Grèce et le Portugal et 2006 pour la Finlande. Les valeurs relatives au Royaume-Uni n'englobent que l'Angleterre et le Pays de Galles. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

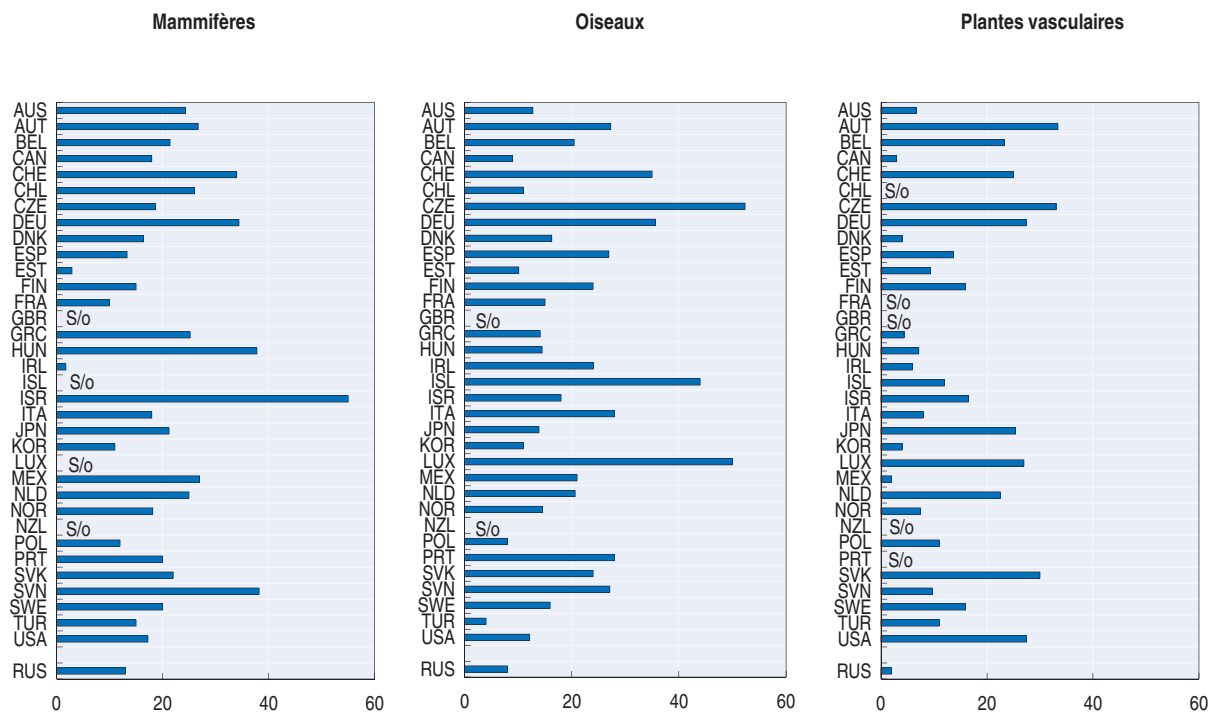
Source : « Eau : Prélèvements d'eau douce », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00602-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278477>

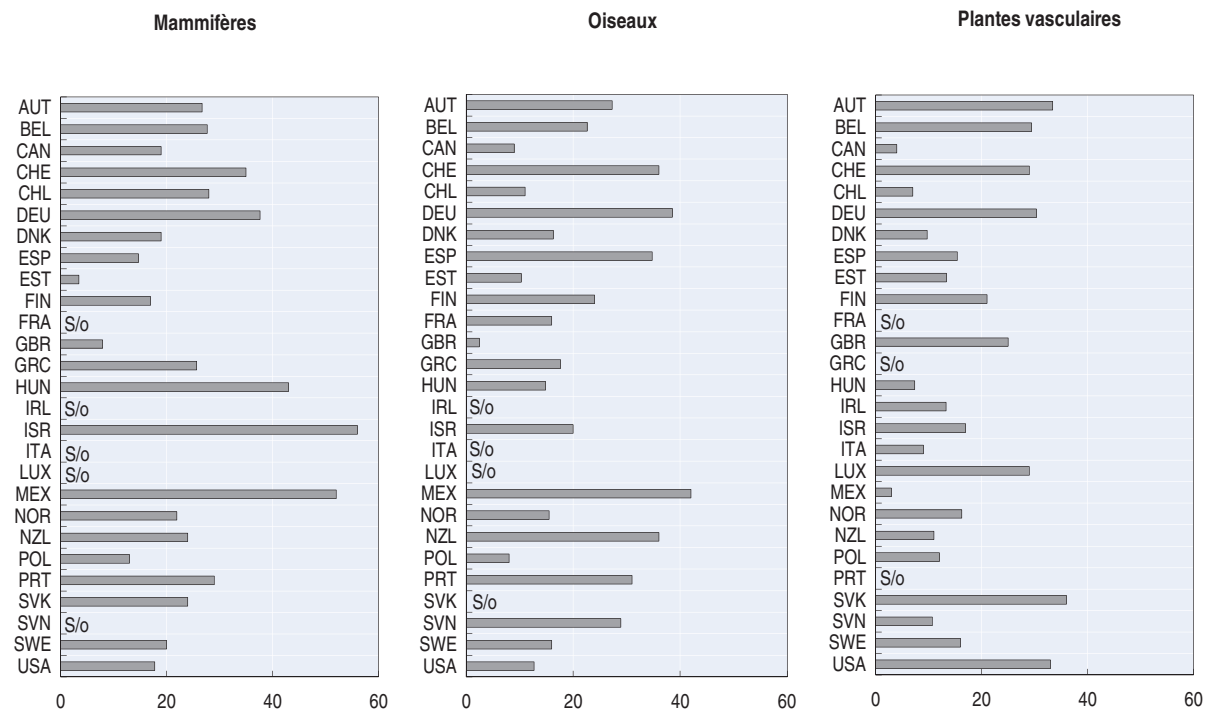
La **biodiversité** est en soi importante pour les populations. En outre, les ressources biologiques rendent des services écosystémiques favorables au bien-être humain. Parmi les risques qui menacent la biodiversité figurent le changement d'affectation des terres et les variations du couvert terrestre, la contamination chimique et la pollution, les espèces exotiques envahissantes et le changement climatique (OCDE, 2014a). Les données sur les espèces menacées (en d'autres termes les espèces qui sont en danger d'extinction ou sont en passe de l'être, voir l'encadré 3.2 pour une définition) donnent une indication sur la menace qui pèse sur la biodiversité.

Comme le montre le graphique 3.6, la biodiversité est plus ou moins menacée selon les pays et selon que l'on se réfère aux mammifères, aux oiseaux ou aux plantes vasculaires. Plus de 30 % des espèces de mammifères connues sont menacées en Israël, en Slovaquie, en Hongrie, en Allemagne et en Suisse ; plus de 30 % des espèces d'oiseaux connues sont menacées en République tchèque, au Luxembourg, en Islande, en Allemagne et en Suisse, de même que 30 % au moins des espèces connues de plantes vasculaires en Autriche, en République tchèque et en République slovaque (graphique 3.6, partie A). À l'inverse, moins de 20 % de chacune de ces catégories d'espèces sont menacées au Canada, au Danemark, en Estonie, en Corée et en Turquie. Si l'on se réfère aux espèces indigènes (plutôt qu'au pourcentage d'espèces menacées parmi les espèces connues), les pourcentages d'espèces menacées sont souvent plus élevés (graphique 3.6, partie B). Dans la majorité des pays de l'OCDE, le nombre d'espèces animales et végétales considérées comme en danger augmente au fil du temps, et à l'échelle du globe, une espèce d'oiseaux sur huit est menacée d'extinction (OCDE, 2014a).

Graphique 3.6. **Espèces menacées, dernière année disponible**  
**Panel A : En pourcentage de l'ensemble des espèces connues**



**Partie B : En pourcentage des espèces indigènes**



Note : Les espèces « menacées » englobent les espèces « en danger », « en danger critique » et « vulnérables », c'est-à-dire les espèces qui sont en danger d'extinction et celles qui le seront vraisemblablement à court terme. Les données présentées ici se rapportent à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles, c'est-à-dire, pour la majorité des pays, à la fin des années 2000.

Source : « Espèces menacées », *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00605-fr> ; les données relatives à Israël ont été fournies par l'autorité israélienne chargée de la nature et des parcs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278481>



## Capital humain

Le capital humain recouvre en principe les qualifications et compétences des individus, ainsi que leur état de santé. Ce concept a pour origine les études consacrées à la « qualité » du travail – selon lesquelles le capital humain constitue un intrant essentiel de la production économique et de la création de revenu. Toutefois, au-delà de ces avantages économiques, un niveau élevé de capital humain a également des avantages non financiers considérables. Ainsi, être en bonne santé physique et mentale permet de prendre part à l'éducation, à la formation et au marché du travail, ainsi qu'aux relations sociales, et il existe également une forte corrélation entre la santé et le bien-être subjectif (OCDE, 2011; 2013a). De même, un niveau de qualifications et de compétences plus élevé va de pair avec des revenus plus confortables et une meilleure employabilité, une meilleure santé, un sens civique plus développé et une plus grande participation à la vie politique, ainsi que, sur le plan collectif, avec une moindre délinquance, une meilleure cohésion sociale et une plus grande stabilité politique (CEE-ONU, 2014 ; OCDE, 2011).

Le chapitre 2 décrit plusieurs indicateurs particulièrement utiles à la mesure du capital humain, en l'occurrence l'éducation et les compétences, le chômage de longue durée et l'état de santé. Ces indicateurs sont pertinents, à la fois pour la mesure du bien-être « ici et maintenant » et pour celle du stock de capital humain nécessaire à la préservation du bien-être « plus tard ». Le chômage de longue durée, par exemple, constitue un facteur de risque pour le capital humain parce qu'il peut entraîner une érosion des compétences et laisser des traces à long terme sur les plans économique et psychologique. Ce chapitre présente des indicateurs supplémentaires, qui renseignent sur le futur stock de compétences, ainsi que des outils de mesure des facteurs de risque susceptibles d'avoir une incidence sur l'état de santé à l'avenir (voir l'encadré 3.3).

### Encadré 3.3. Exemples d'indicateurs permettant de mesurer le capital humain

Plusieurs indicateurs utiles à la mesure du capital humain ont été décrits dans le chapitre 2 (« emplois et salaires », « état de santé », « éducation et compétences »). Les quatre indicateurs supplémentaires présentés ici apportent un éclairage sur ce que pourraient être l'offre de compétences et la santé à l'avenir :

- **Le niveau d'études des jeunes adultes** rapporte le nombre d'adultes âgés de 25 à 34 ans titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum à la population du même âge. Il faut entendre par « deuxième cycle du secondaire au minimum » un niveau supérieur ou égal au niveau 3 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE) (exclusion faite des programmes courts de niveau 3C). Cette définition englobe à la fois i) la filière dite « générale », souvent conçue pour préparer les élèves à la poursuite de leurs études à un niveau supérieur ; et ii) la filière dite « professionnelle », axée sur l'enseignement et la formation professionnels (EFP). Cet indicateur est calculé à partir des données recueillies dans le cadre du questionnaire annuel de l'OCDE sur les catégories nationales des niveaux de formation (CNNF) et des enquêtes nationales sur la population active.
- **L'espérance de scolarisation** est la durée moyenne pendant laquelle un enfant de 5 ans peut espérer être scolarisé avant son 39<sup>e</sup> anniversaire. Cet indicateur est calculé en fonction des conditions de scolarisation du moment et s'obtient en additionnant le taux de scolarisation net de chaque année à compter du 5<sup>e</sup> anniversaire. Les données utilisées pour le calculer sont recueillies dans le cadre de la campagne annuelle de collecte de l'OCDE sur la transition entre la scolarité et la vie active, qui fait principalement appel aux enquêtes sur la population active.\*
- **La prévalence du tabagisme** est définie comme la proportion de la population de 15 ans et plus déclarant fumer quotidiennement. Cet indicateur se prête mal à des comparaisons internationales parce que les habitudes en matière de consommation de tabac ne sont pas évaluées selon la même

### Encadré 3.3. Exemples d'indicateurs permettant de mesurer le capital humain (suite)

méthode dans les enquêtes de santé menées dans les différents pays de l'OCDE. Par exemple, il existe des différences au niveau de la formulation des questions et des possibilités de réponse proposées aux sondés, de même qu'au niveau des méthodes de collecte des données. À cela s'ajoute que les campagnes de collecte menées dans les pays de l'OCDE sont périodiques plutôt qu'annuelles. Les données sont issues d'enquêtes nationales par entretien sur la santé, d'enquêtes sur la santé et autres enquêtes auprès des ménages et sont compilées dans la *Base de données de l'OCDE sur les statistiques sur la santé*.

- **L'obésité** (autodéclarée ou mesurée) correspond à la proportion de personnes de 15 ans et plus qui remplissent les critères de l'obésité, c'est-à-dire qui ont un indice de masse corporelle (IMC) supérieur ou égal à 30. L'IMC rapporte le poids d'un individu à sa taille (poids sur taille au carré, le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètres). Il est possible que la classification de l'obésité retenue ici ne soit pas adaptée à tous les groupes ethniques, dont certains peuvent être exposés à un même risque à partir d'un IMC plus faible ou plus élevé. Les données présentées sont issues de sources différentes selon les pays (voir la note du graphique 3.11). Dans certains pays, elles proviennent d'informations autodéclarées extraites d'enquêtes par entretien sur la santé (très différentes les unes des autres en termes de formulation des questions et d'échelles de réponse), tandis que dans d'autres, elles correspondent à des mesures effectuées directement (selon des méthodes diverses) dans le cadre d'examens médicaux. En général, les IMC calculés dans le cadre d'examens médicaux sont plus fiables et plus élevés que ceux estimés à partir d'enquêtes par entretien (OCDE, 2013d). Les données sont issues de la *Base de données de l'OCDE sur les statistiques sur la santé*.

Les indicateurs relatifs au niveau d'études et à l'espérance de scolarisation rendent compte du niveau scolaire atteint ou des diplômes obtenus mais ne renseignent pas sur la qualité des études ni sur les compétences que les personnes ont acquises ou conservées. Bien que les différentes dimensions du savoir, des compétences et de la santé puissent se conjuguer et influencer le stock total de capital humain, chacune d'elles prise isolément constitue une condition nécessaire mais non suffisante pour la formation de capital humain.

Dans l'idéal, il faudrait donc, pour vraiment renseigner sur le stock de capital humain, que les outils de mesure examinent la distribution conjointe de ces différentes dimensions. Tel est d'ailleurs l'objectif que poursuivaient les techniques mises au point pour estimer la valeur monétaire des stocks de capital humain, par exemple la méthode fondée sur le revenu actualisé perçu tout au long de la vie (voir Boarini et al., 2012, pour une synthèse et Liu, 2011, pour une illustration de cette méthode). Cependant, les méthodes existantes sont généralement axées sur la *valeur économique* du stock total de capital humain et méconnaissent les nombreux avantages non marchands positifs pour le bien-être qui peuvent découler de compétences plus élevées ou d'une meilleure santé, par exemple.

#### Pour en savoir plus :

- Boarini, R., M. Mira d'Ercole et G. Liu (2012), « Approaches to Measuring the Stock of Human Capital : A Review of Country Practices », *Documents de travail statistiques de l'OCDE*, n° 2012/04, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k8zlm5bc3ns-en>.
- Liu, G. (2011), « Measuring the Stock of Human Capital for Comparative Analysis: An Application of the Lifetime Income Approach to Selected Countries », *Documents de travail statistiques de l'OCDE*, vol. 2011/06, n° 41, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5kg3h0jnn9r5-en>.
- OCDE (2015d), *Regards sur l'éducation, Rapport intermédiaire : Mise à jour des indicateurs relatifs à l'emploi et au niveau de formation*, Éditions OCDE, Paris, [www.oecd.org/fr/edu/RSE-Rapport-Intermediaire.pdf](http://www.oecd.org/fr/edu/RSE-Rapport-Intermediaire.pdf).
- OCDE (2013d), *Panorama de la santé 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/health\\_glance-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2013-fr).

\* Cet indicateur faisait partie des outils de mesure du bien-être actuel présentés dans OCDE (2013). Dans ce chapitre, il est considéré comme un indicateur du bien-être futur du fait de son caractère précurseur.

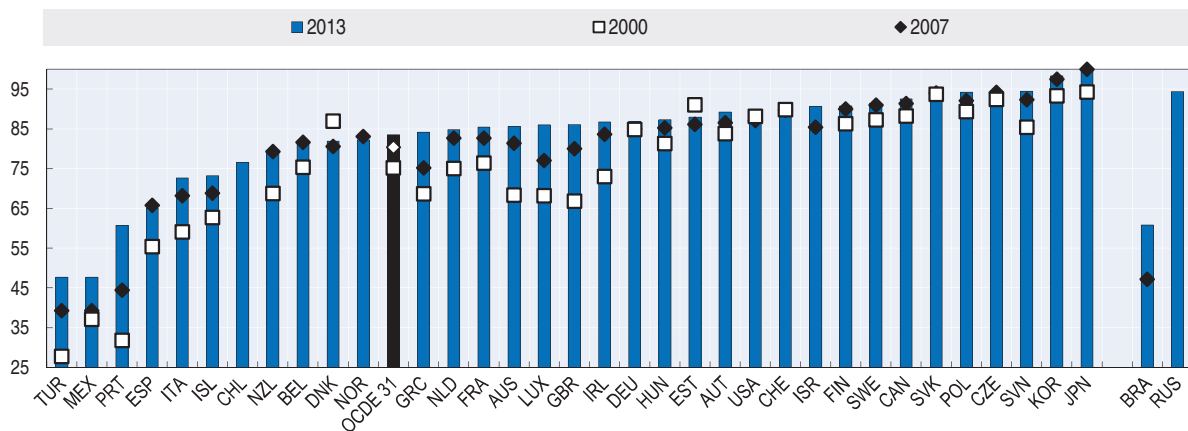
Le *niveau d'études* de la génération la plus jeune revêt une grande importance en termes de capital humain parce qu'il informe sur le stock de compétences qui seront disponibles dans les années à venir. Le graphique 3.7 présente la proportion de titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire au minimum au sein de la population âgée de 25 à 34 ans en 2000, 2007 et 2013. Cette proportion varie selon les pays : elle est deux fois plus élevée en Corée et au Japon qu'en Turquie et au Mexique, et elle est relativement faible par rapport à la moyenne de l'OCDE au Portugal, en Espagne, en Italie et en Islande.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le niveau d'études des jeunes adultes (24-34 ans) connaît une hausse constante depuis 2000, en particulier dans les pays où il était initialement relativement bas. En moyenne dans la zone de l'OCDE, la proportion de jeunes adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire a progressé de 5 points de pourcentage en termes cumulés entre 2000 et 2007, avant d'augmenter plus lentement, de 3 points de pourcentage, entre 2007 et 2013. Les pays où cette progression cumulée a été la plus forte au cours de la période 2000-13 sont le Portugal (29 points de pourcentage), la Turquie (20 points), le Royaume-Uni (19 points), le Luxembourg (18 points) et l'Australie (17 points). Au cours de la même période, la progression du pourcentage de diplômés du deuxième cycle du secondaire parmi les jeunes adultes a été beaucoup plus faible (inférieure à 2 points de pourcentage) en République slovaque, en Suisse, aux États-Unis, en République tchèque et en Allemagne – à noter cependant que ces pays se trouvaient dans une position beaucoup plus favorable en 2000. L'Estonie et le Danemark se démarquent nettement de la majorité des autres pays, le niveau d'études des jeunes adultes étant inférieur de respectivement 3 et 5 points en 2013 à ce qu'il était en 2000.

L'*espérance de scolarisation* apporte elle aussi un éclairage sur la future offre de compétences. Dans la majorité des pays de l'OCDE, les enfants aujourd'hui âgés de 5 ans peuvent espérer suivre une scolarité et des études pendant encore 18 ans en moyenne.

Graphique 3.7. Niveau d'études de la population âgée de 25 à 34 ans

Pourcentage de jeunes adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire au minimum



Note : La dernière année disponible est 2012 pour la Fédération de Russie et 2011 pour le Chili. Pour la Norvège, la première année pour laquelle des données sont disponibles est 2007 en raison d'une rupture dans la série de données. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

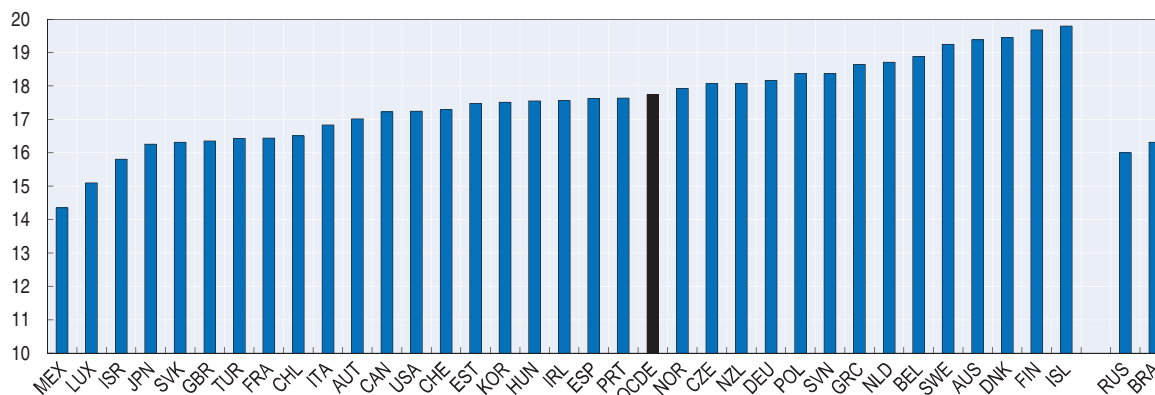
Source : OCDE (2015d), *Regards sur l'éducation, Rapport intermédiaire : Mise à jour des indicateurs relatifs à l'emploi et au niveau de formation*, Éditions OCDE, [www.oecd.org/fr/edu/RSE-Rapport-Intermediaire.pdf](http://www.oecd.org/fr/edu/RSE-Rapport-Intermediaire.pdf).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278499>

Ce chiffre atteint 19 ou plus en Islande, en Finlande, au Danemark, en Australie et en Suède (graphique 3.8), tandis qu'il est inférieur ou égal à 16 au Mexique, au Luxembourg ou en Israël. Une comparaison avec la durée d'études moyenne de la population actuellement en âge de travailler montre que le processus de renouvellement des générations pourrait se traduire par une hausse moyenne du niveau d'études proche de six ans à l'horizon 2050 dans la zone de l'OCDE, cette progression étant comprise entre moins de trois ans au Japon et au Royaume-Uni et neuf ans voire plus au Portugal, en Slovénie et en Turquie.

### Graphique 3.8. Espérance de scolarisation

Nombre moyen d'années pendant lequel un enfant de 5 ans peut espérer suivre une scolarité et des études (avant son 39<sup>e</sup> anniversaire), 2012



Note : Pour le Canada, la dernière année disponible est 2011. Les données relatives à l'Allemagne ne tiennent pas compte des programmes de recherche de haut niveau.

Source : OCDE (2014b), *Regards sur l'éducation 2014 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2014-fr>.

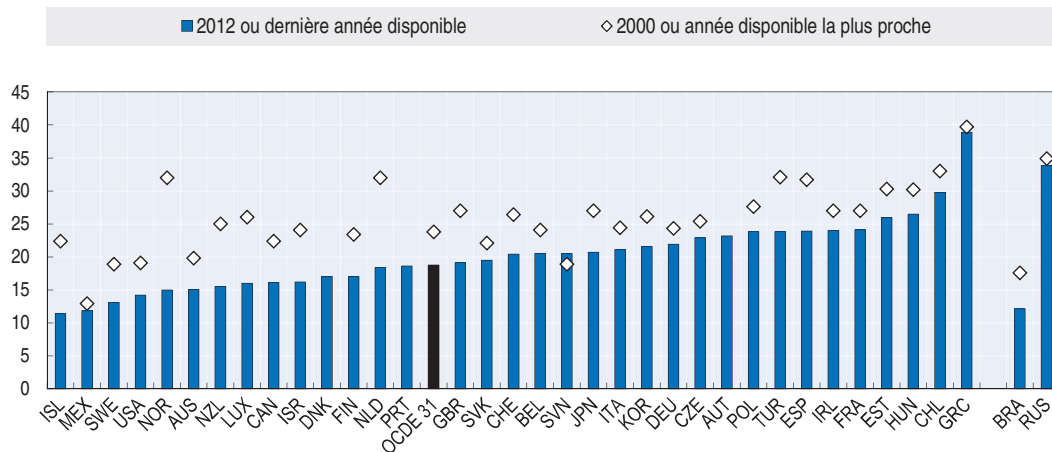
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278507>

Comme souligné dans le chapitre 2, l'espérance de vie à la naissance a progressé dans tous les pays de l'OCDE ces dernières années, y compris dans ceux qui affichaient la longévité la plus élevée (voir également Oeppen et Vaupel, 2002 ; Wilmoth, 2011). Cependant, plusieurs facteurs de risque (de l'hypertension à l'abus de sucre et de sel) pourraient avoir une incidence sur la santé de la population à l'avenir. Il en va particulièrement ainsi du tabagisme et de l'obésité, qui, s'ils ne se répercutent nécessairement sur la santé « ici et maintenant », peuvent représenter un danger accru pour la santé tout au long de l'existence.

Dans les pays de l'OCDE, le *tabagisme* est le principal facteur de risque évitable qui menace la santé (OCDE, 2013d). D'après le graphique 3.9, les pays où la proportion d'adultes fumant quotidiennement est la plus élevée sont la Grèce (environ 40 %), le Chili (30 %), ainsi que la Hongrie et l'Estonie (plus de 25 %). Les pays où ce pourcentage est le plus faible sont l'Islande et le Mexique, où moins d'un adulte sur huit est fumeur. La prévalence du tabagisme a connu un recul sensible ces dix dernières années dans beaucoup de pays. Ainsi, en Islande, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, au Luxembourg et aux Pays-Bas, la proportion d'adultes déclarant fumer quotidiennement a perdu plus de 10 points de pourcentage depuis 2000. Les pays où cette diminution a été la plus limitée (un point de pourcentage environ) sont le Mexique, la Grèce et la Fédération de Russie, et en Slovénie, les adultes qui déclarent fumer tous les jours sont légèrement plus nombreux qu'ils ne l'étaient en 2000.

Graphique 3.9. **Prévalence du tabagisme**

Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus déclarant fumer quotidiennement



Note : La dernière année disponible est 2013 pour le Danemark, l'Islande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la Norvège, 2011 pour l'Espagne et le Royaume-Uni, 2010 pour l'Australie et la Grèce, 2009 pour le Chili, l'Allemagne, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la Fédération de Russie, 2008 pour la Belgique, 2007 pour l'Irlande et 2006 pour l'Autriche et le Portugal. La première année disponible est 2001 pour l'Australie, la Belgique, le Canada, la Corée, le Luxembourg, la Pologne et l'Espagne, 2002 pour l'Irlande et la Suisse, 2003 pour le Chili, l'Allemagne, la République slovaque, la Turquie et le Brésil, 2004 pour la République tchèque, 2007 pour la Slovaquie et 2008 pour la Grèce. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Déterminants non médicaux de la santé », *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00546-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278518>

Dans la majorité des pays de l'OCDE, les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer fumer tous les jours (graphique 3.10, partie supérieure). Font exception l'Islande et la Suède, qui font également partie des pays où la prévalence du tabac est la plus faible. L'écart entre hommes et femmes est également relativement limité en Norvège, en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Royaume-Uni et en Irlande, tandis que la différence la plus grande est observée en Corée, en Turquie, au Japon, au Portugal, en République slovaque, en Israël et au Mexique, où les hommes ont une probabilité au moins deux fois plus forte de fumer que les femmes. Dans la Fédération de Russie, les hommes sont plus de trois fois plus susceptibles de fumer quotidiennement que les femmes.

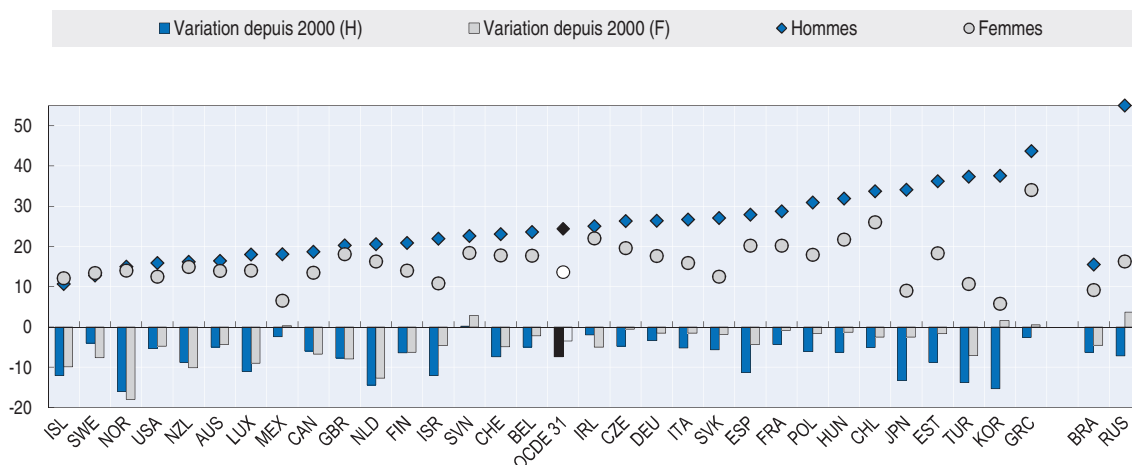
Entre 2000 et 2013, le pourcentage de fumeurs a généralement diminué parmi les hommes comme parmi les femmes (graphique 3.10, partie inférieure), sauf en Corée et dans la Fédération de Russie – où il a progressé parmi les femmes tandis qu'il régressait parmi les hommes – et en Slovaquie. Dans environ la moitié des pays de l'OCDE, le recul du tabagisme a été nettement plus marqué parmi les hommes (en termes absolus) que parmi les femmes. Cependant, dans la grande majorité des pays, le pourcentage de fumeurs était initialement plus élevé parmi les hommes que parmi les femmes. Par ailleurs, il existe également des différences selon le milieu socio-économique : les personnes à faible revenu sont généralement plus nombreuses à fumer et fument davantage que les autres (OCDE, 2013d).

Si le tabagisme a reculé, la proportion d'adultes considérés comme *obèses* a augmenté dans la zone de l'OCDE depuis 2000 (graphique 3.11). En 2012, cette proportion était comprise entre 4 % ou 5 % au Japon et en Corée et plus de 30 % au Mexique et aux États-Unis – même si l'hétérogénéité des méthodes employées pour recueillir les données rend les comparaisons difficiles (voir l'encadré 3.3). L'obésité a progressé par rapport à 2000 dans la plupart des pays de l'OCDE, en particulier dans les pays où ce phénomène était déjà répandu (la progression a été supérieure à 8 points de pourcentage au Mexique et à 4 points aux États-Unis, par exemple). Le pourcentage de personnes obèses a également sensiblement augmenté

en Islande (9 points), en République tchèque et au Luxembourg (7 points), de même qu'en France et en Estonie (5 points). Les pays où il a le moins progressé (de moins d'un point de pourcentage) sont la République slovaque, le Chili et le Japon.

**Graphique 3.10. Prévalence du tabagisme selon le sexe**

Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus déclarant fumer quotidiennement en 2012 et variation de ce pourcentage depuis 2000

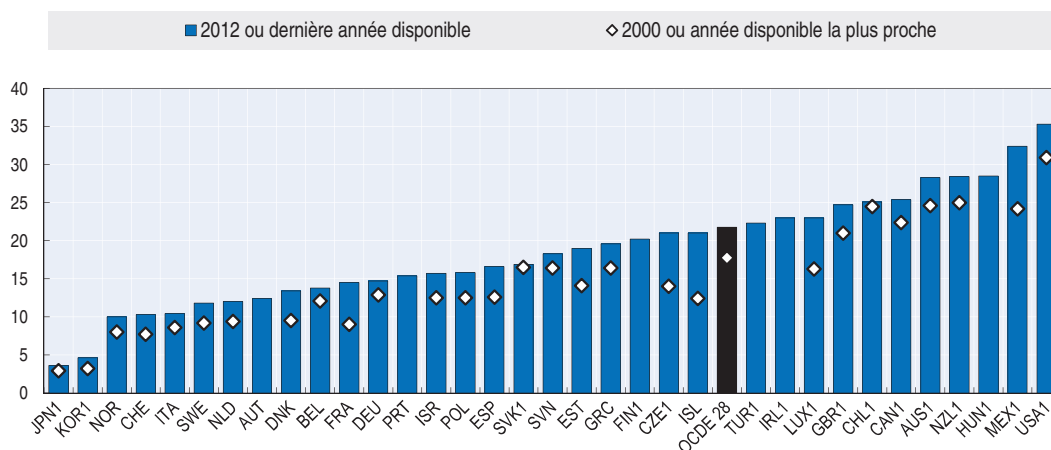


Note : La dernière année disponible est 2013 pour le Danemark, l'Islande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la Norvège, 2011 pour l'Espagne et le Royaume-Uni, 2010 pour l'Australie et la Grèce, 2009 pour le Chili, l'Allemagne, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la Fédération de Russie, 2008 pour la Belgique, 2007 pour l'Irlande et 2006 pour l'Autriche et le Portugal. La première année disponible est 2001 pour l'Australie, la Belgique, le Canada, la Corée, le Luxembourg, la Pologne et l'Espagne, 2002 pour l'Irlande et la Suisse, 2003 pour le Chili, l'Allemagne, la République slovaque, la Turquie et le Brésil, 2004 pour la République tchèque, 2007 pour la Slovaquie et 2008 pour la Grèce. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Déterminants non médicaux de la santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00546-fr>. StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278526>

**Graphique 3.11. Obésité**

En pourcentage de la population de 15 ans et plus, obésité autodéclarée ou mesurée



Note : La dernière année disponible est 2011 pour l'Australie, l'Espagne et la Turquie, 2010 pour le Canada, la République tchèque, le Danemark, la Grèce, l'Islande et Israël, 2009 pour le Chili, l'Allemagne, la Hongrie et la Pologne, 2008 pour la Belgique et la République slovaque, 2007 pour la Finlande et l'Irlande et 2006 pour l'Autriche et le Portugal. La première année disponible est 2001 pour la Belgique, la Corée et l'Espagne, 2002 pour l'Islande, Israël, la Norvège et la Suisse, 2003 pour le Chili, l'Allemagne et la Nouvelle-Zélande, 2004 pour le Canada, la Pologne et la République slovaque, 2006 pour la Grèce et 2007 pour l'Australie et la Slovaquie. Les résultats des pays signalés par un « 1 » ont été établis à partir d'un examen médical et non d'enquêtes par entretien sur la santé. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Déterminants non médicaux de la santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00546-fr>.

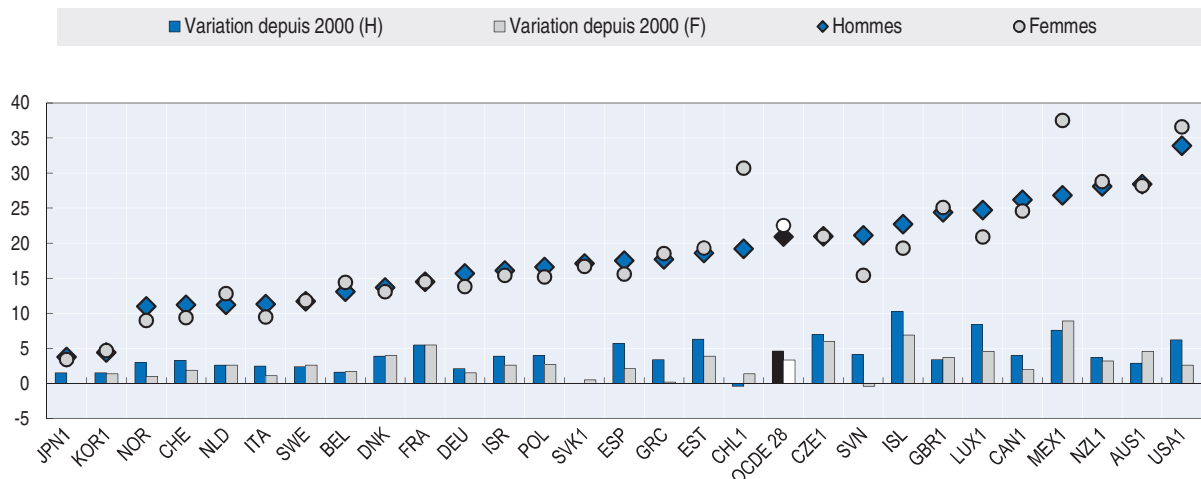
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278537>



Dans la majorité des pays de l'OCDE, l'écart entre hommes et femmes en matière d'obésité est relativement faible. Les hommes sont plus touchés que les femmes en Slovénie, tandis que l'inverse est vrai en Turquie, au Chili et au Mexique (graphique 3.12). Dans plusieurs pays de l'OCDE, dont la Slovénie, l'Islande, le Luxembourg, les États-Unis, l'Estonie, la Grèce, l'Espagne, la Norvège et la Suisse, la progression de la prévalence de l'obésité observée depuis 2000 a davantage touché les hommes que les femmes.

### Graphique 3.12. Prévalence de l'obésité selon le sexe

Pourcentage de la population de 15 ans et plus en 2012 et variation de ce pourcentage depuis 2000



Note : La dernière année disponible est 2011 pour l'Australie, l'Espagne et la Turquie, 2010 pour le Canada, la République tchèque, le Danemark, la Grèce, l'Islande et Israël, 2009 pour le Chili, l'Allemagne, la Hongrie et la Pologne, 2008 pour la Belgique et la République slovaque, 2007 pour la Finlande et l'Irlande et 2006 pour l'Autriche et le Portugal. La première année disponible est 2001 pour la Belgique, la Corée et l'Espagne, 2002 pour l'Islande, Israël, la Norvège et la Suisse, 2003 pour le Chili, l'Allemagne et la Nouvelle-Zélande, 2004 pour le Canada, la Pologne et la République slovaque, 2006 pour la Grèce et 2007 pour l'Australie et la Slovénie. Les résultats des pays signalés par un « 1 » ont été établis à partir d'un examen médical et non d'enquêtes par entretien sur la santé. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Déterminants non médicaux de la santé », *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00546-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278541>

## Capital social

Le terme « capital social » a des acceptions différentes selon le contexte. Scrivens et Smith (2013) distinguent quatre dimensions, ou conceptions, du capital social : les relations interpersonnelles ; l'engagement civique ; le soutien du réseau social ; la confiance et la coopération. Ils considèrent la confiance et la coopération comme la dimension du capital social la plus pertinente pour évaluer l'évolution dans le temps du bien-être. Cette approche, que reflètent les indicateurs présentés ci-après (encadré 3.4), va dans le même sens que les recommandations de la Conférence des statisticiens européens (CEE-ONU, 2014) sur la mesure du développement durable, qui soulignent que les institutions jouent également un rôle – en plus de celui joué par la confiance – dans le capital social.

Le capital social peut concourir à la pérennisation des résultats en matière de bien-être en ce sens qu'il permet que l'action collective favorise une allocation efficace des ressources, la production de biens publics (comme la sécurité ou la stabilité financière) et la

### Encadré 3.4. Exemples d'indicateurs permettant de mesurer le capital social

Les indicateurs utilisés pour mesurer le concept de capital social sont définis comme suit :

- La **confiance envers autrui** est mesurée à partir de la question d'enquête suivante : « Diriez-vous que l'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'il faut être très prudent dans ses relations avec les autres ? » Les personnes interrogées sont invitées à répondre sur une échelle comportant 11 points, de 0 (« Vous n'avez confiance en personne ») à 10 (« La plupart des gens sont dignes de confiance »). Les données ont été recueillies dans le cadre du module *ad hoc* sur le bien-être ajouté à la vague 2013 de l'enquête EU-SILC (Eurostat, 2015). L'EU-SILC est une enquête nationalement représentative de la population âgée de 16 ans et plus. Elle ne porte cependant que sur les pays d'Europe.
- La **confiance envers les institutions publiques** repose sur trois questions d'enquête, portant sur la confiance envers le système politique, le système judiciaire et la police. La question introductive est formulée ainsi : « Dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions nationales suivantes (...) » L'échelle de réponse comporte 11 points, de 0 (« Absolument pas confiance ») à 10 (« Totale confiance »). Ces données ont, elles aussi, été recueillies dans le cadre du module *ad hoc* sur le bien-être ajouté à la vague 2013 de l'enquête EU-SILC (Eurostat, 2015).
- La **confiance envers l'administration nationale** est mesurée à partir de la question suivante : « Avez-vous confiance dans les entités suivantes ? (...) L'administration nationale ? » Les données présentées ici correspondent au pourcentage de personnes de l'échantillon répondant par l'affirmative à cette question (les autres réponses possibles étant « non » et « je ne sais pas »). Elles proviennent du sondage *Gallup World Poll*, conduit chaque année auprès d'environ 1 000 personnes dans chaque pays. L'échantillon est défini *a priori* de manière à être représentatif de la population nationale de 15 ans et plus (zones rurales comprises) ; pour corriger le biais de réponse, les données de l'échantillon ont été pondérées par la population au moyen de coefficients de pondération fournis par Gallup\*.

La confiance envers les institutions publiques est particulièrement difficile à mesurer. Dans l'idéal, il faudrait que les indicateurs rendent compte des dimensions de la confiance qui sont de nature à promouvoir la capacité d'action collective, mais on ne peut exclure que les sondés interprètent les questions dans un sens politique plus étroit. Par exemple, il y a un risque qu'ils répondent aux questions sur leur confiance envers l'administration nationale en pensant aux dirigeants en place plutôt qu'à l'administration en tant qu'institution publique dans un sens plus large.

Bien que les offices nationaux de la statistique s'impliquent de plus en plus dans le recueil de données destinées à mesurer le capital social (voir Siegler, 2015 ; Scrivens et Smith, 2013), les données relatives à cette question sont encore peu harmonisées si l'on excepte celles collectées au moyen de l'EU-SILC. C'est pourquoi plusieurs des indicateurs disponibles pour mesurer le capital social dans les pays non européens proviennent de sources non officielles et doivent être considérés comme des solutions de substitution.

L'OCDE a engagé de nouveaux travaux méthodologiques afin d'élaborer des indicateurs de meilleure qualité et plus utiles à l'action publique pour mesurer la confiance, en particulier la confiance envers les institutions publiques. Ces travaux prévoient notamment la mise au point d'outils pour observer le comportement d'individus dans un contexte quasi-expérimental impliquant un grand nombre de participants. Ces travaux statistiques s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie de l'OCDE pour la confiance, et visent à promouvoir une action publique transparente, éclairée et équitable. Ils viendront enrichir les activités du Groupe de Praia pour l'étude des statistiques sur la gouvernance récemment créé dans le cadre des Nations Unies.

**Pour en savoir plus :**

- Eurostat (2015), « Quality of life in Europe – facts and views – governance », in *Quality of Life*, publication en ligne : [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Quality\\_of\\_life\\_indicators](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Quality_of_life_indicators).
- Stratégie de l'OCDE pour la confiance : [www.oecd.org/gov/trust-in-government.htm](http://www.oecd.org/gov/trust-in-government.htm).

## Encadré 3.4. Exemples d'indicateurs permettant de mesurer le capital social (suite)

- Scrivens, K. et C. Smith (2013), « Four Interpretations of Social Capital: An Agenda for Measurement », Documents de travail statistiques de l'OCDE, n° 2013/06, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jzbcx010wmt-en>.
- Siegler, V. (2015), « Measuring National Well-Being – An Analysis of Social Capital in the UK », Office for National Statistics, [www.ons.gov.uk/ons/rel/wellbeing/measuring-national-well-being/analysis-of-social-well-being-social-capital-in-the-uk---2013-14/index.html](http://www.ons.gov.uk/ons/rel/wellbeing/measuring-national-well-being/analysis-of-social-well-being-social-capital-in-the-uk---2013-14/index.html)

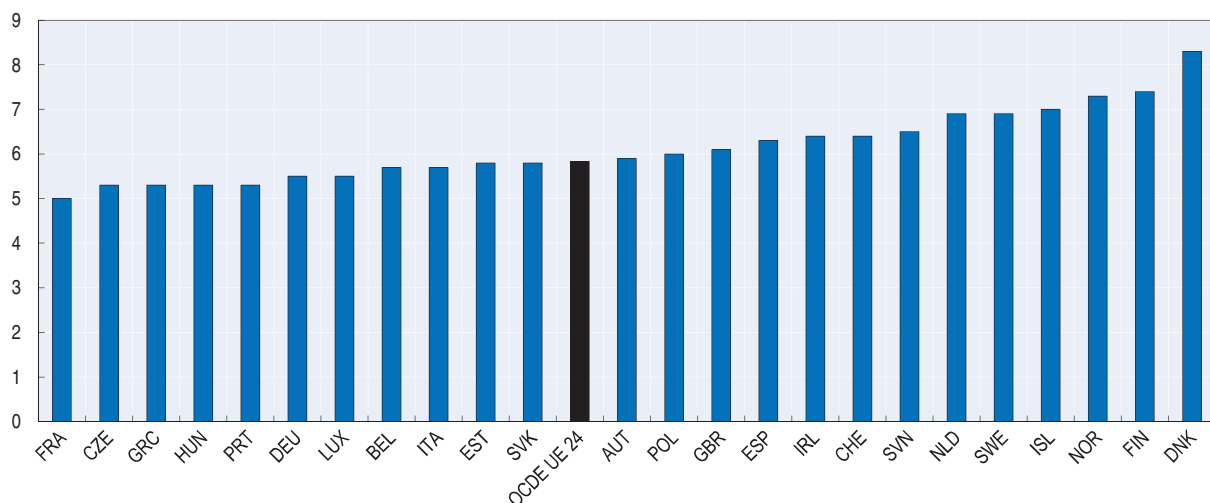
\* La procédure de pondération utilisée pour les données du Gallup World Poll comporte plusieurs étapes. La première consiste à corriger les déséquilibres géographiques (liés à un suréchantillonnage dans les grandes villes) ; la deuxième consiste à effectuer un ajustement au niveau des probabilités de sélection dans l'échantillon (nombre d'adultes dans le ménage, personnes utilisant à la fois un téléphone fixe et un téléphone mobile) ; la troisième étape consiste à ajuster les coefficients de pondération en fonction de la distribution de la population par âge, sexe et niveau d'études.

préservation d'actifs communs (comme les écosystèmes). Il participe ainsi à la formation de capital humain, naturel et économique et à leur préservation (OCDE, 2013a ; Scrivens et Smith, 2013 ; CEE-ONU, 2014).

La notion de **confiance** permet de saisir certaines des caractéristiques durables qui déterminent la capacité d'une société à fonctionner (en d'autres termes la capacité de ses membres à atteindre des objectifs communs et à surmonter les problèmes de coordination) et, plus généralement, l'aptitude des individus à vivre ensemble. Les questions d'enquête sur la « confiance généralisée » ont pour but de mesurer les perceptions des sondés s'agissant de la confiance qui peut être accordée à autrui. La vague 2013 de l'Enquête EU-SILC comportait une question générale sur la confiance envers autrui (graphique 3.13, voir l'encadré 3.4 pour une définition). Les pays d'Europe où cette confiance était la plus forte étaient les pays nordiques (Danemark, Finlande, Norvège, Islande et Suède) et ceux où elle était la plus faible étaient la France, la République tchèque, la Grèce, la Hongrie et le Portugal.

Graphique 3.13. Confiance envers autrui, pays européens

Moyenne arithmétique des réponses, échelle de 0 à 10, 2013



Note : Les réponses possibles sont comprises entre 0 (« Vous n'avez confiance en personne ») et 10 (« La plupart des gens sont dignes de confiance »). La moyenne OCDE UE correspond à la moyenne pondérée par la population des valeurs indiquées sur le graphique.

Source : Eurostat (2015), Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), [http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc\\_pw03&lang=fr](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc_pw03&lang=fr).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278550>

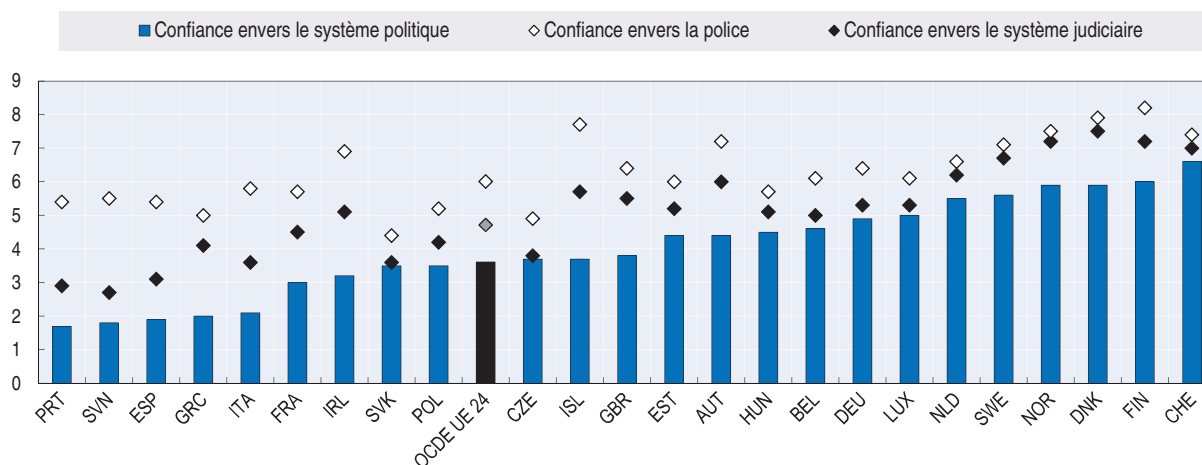
La confiance envers autrui a été étudiée dans un éventail plus large de pays par le sondage *Gallup World Poll* en 2009/10, qui invitait à répondre par « oui » ou par « non » à la question de savoir s'il était possible de faire confiance à la plupart des individus. Ces données, présentées dans l'édition 2011 de *Comment va la vie ?* (OCDE, 2011), montraient que dans la zone de l'OCDE dans son ensemble, environ une personne sur trois jugeait la plupart de ses concitoyens dignes de confiance. Les habitants de plusieurs pays d'Europe du Nord, du Canada, des États-Unis et du Japon affichaient une confiance envers autrui supérieure à la moyenne, tandis que ceux du Mexique, de la Corée et du Chili affichaient une confiance inférieure à la moyenne de l'OCDE.

Il ressort des données européennes sur la confiance envers les institutions publiques qu'en termes relatifs, c'est la police qui inspire le plus confiance, suivie du système judiciaire puis du système politique (graphique 3.14). Les différences entre pays sont, dans une certaine mesure, les mêmes que celles constatées s'agissant de la confiance envers autrui, la confiance envers les institutions publiques étant globalement plus forte dans les pays nordiques, les pays d'Europe du Nord et en Suisse et plus faible dans les pays d'Europe du Sud et de l'Est et en France. La position des pays les uns par rapport aux autres n'est cependant pas la même selon que l'on considère la confiance envers la police, envers le système judiciaire ou envers le système politique.

Les données européennes apportent également un éclairage sur la confiance au sein de différentes catégories de la population. Ainsi, en 2013 dans les pays de l'Union européenne, le sentiment de confiance était pratiquement le même chez les hommes et chez les femmes et les différences entre classes d'âge étaient relativement faibles. Les différences en fonction du revenu, du niveau d'études, de la situation dans l'emploi et du type de ménage étaient en revanche plus marquées (Eurostat, 2015). Les personnes

Graphique 3.14. **Confiance envers les institutions publiques, pays européens**

Moyenne arithmétique des réponses, échelle de 0 à 10, 2013



Note : Les réponses possibles sont comprises entre 0 (« Absolument pas confiance ») et 10 (« Totale confiance »). La moyenne OCDE UE correspond à la moyenne pondérée par la population des valeurs indiquées sur le graphique.

Source : Eurostat (2015), *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie* (EU-SILC), [http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc\\_pw03&lang=fr](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc_pw03&lang=fr).

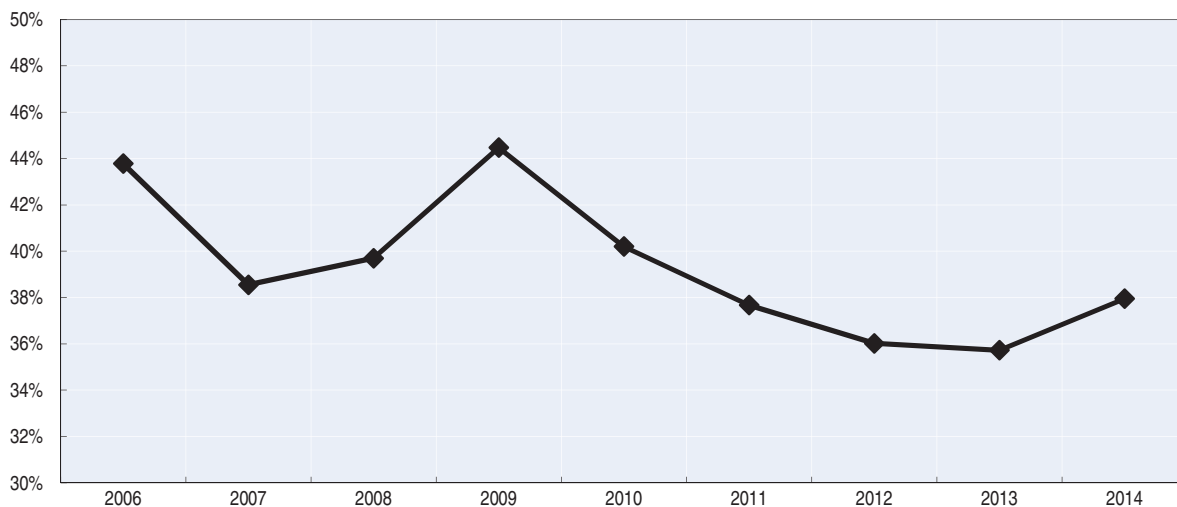
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278563>

aisées faisaient davantage confiance aux autres et aux institutions (que les personnes plus modestes), de même que celles ayant un niveau d'études plus élevé (comparativement aux personnes ayant un niveau plus faible). Les chômeurs faisaient nettement moins confiance que les personnes en emploi ou en formation ou encore que les retraités. Enfin, les familles monoparentales ayant au moins un enfant à charge faisaient moins confiance à autrui que les autres types de ménages (Eurostat, 2015).

D'après les données du *Gallup World Poll*, dans la zone de l'OCDE dans son ensemble, la confiance des citoyens envers l'administration nationale a été fluctuante au cours de la période 2006-14 (graphique 3.15). En 2014, environ 38 % des habitants de l'OCDE qui ont répondu au sondage déclaraient avoir confiance dans leur administration nationale, contre environ 44 % en 2009. Les pays où les citoyens font plus confiance à l'administration nationale se caractérisent généralement aussi par une confiance plus forte envers le système judiciaire.

**Graphique 3.15. Évolution au fil du temps de la confiance envers l'administration, en moyenne dans les pays de l'OCDE**

Pourcentage de la population déclarant faire confiance à l'administration nationale, 2006-14



Note : La moyenne OCDE a été calculée sur la base de 28 pays, les pays pour lesquels il manquait plus de deux années consécutives dans la série de données ayant été exclus (Islande, Luxembourg, Norvège, République slovaque, Slovénie et Suisse). Lorsqu'il ne manquait qu'une année dans la série de données, la moyenne des deux années adjacentes a été retenue. La moyenne OCDE 28 est pondérée par la population.

Source : Gallup World Poll, [www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx](http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278579>

Alors que la notion de confiance correspond à un stock, il est particulièrement malaisé de mesurer les investissements dans cet aspect du capital social de même que l'épuisement de ce stock. Au niveau individuel, les investissements dans le capital social peuvent englober les activités prosociales, comme le bénévolat (chapitre 5), le temps consacré à des activités qui renforcent les réseaux sociaux et la cohésion collective, et des formes d'engagement civique comme le vote (chapitre 2). À l'inverse, les conflits entre groupes et les comportements opportunistes (comme la tricherie et la corruption) peuvent être préjudiciables au capital social. Les informations sur ces activités et leur évolution

au fil du temps pourraient permettre de disposer de données plus utiles pour l'action publique, mais les indicateurs comparables à l'échelle internationale sont peu nombreux.

## Capital économique

Le capital économique joue un rôle direct dans les conditions de vie matérielles (logement, emplois et salaires, par exemple) et un rôle beaucoup plus large concernant les biens et services que les individus peuvent se permettre de consommer pour assurer leur bien-être présent et futur. Le capital économique remplit également une fonction essentielle en ce qu'il constitue une réserve de valeur qui permet d'amortir les chocs touchant le revenu et permet aux individus, aux entreprises et aux pouvoirs publics de faire des projets d'avenir.

Le capital économique englobe à la fois le **capital produit** (actifs corporels tels que bâtiments, machines, infrastructures de transport et stocks ; actifs intellectuels tels que logiciels, produits capitalisés de la recherche-développement, œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales) et le **capital financier** (qui peut être constitué de divers actifs financiers comme le numéraire et les dépôts et les engagements sous forme de prêts et titres de dette, et qui peut être une créance sur le capital produit). Cette section s'appuie dans une large mesure sur les indicateurs de capital économique du Système de comptabilité nationale (encadré 3.5) et fait appel à la base de données des comptes nationaux de l'OCDE et à certains indicateurs décrits dans la publication *Panorama des comptes nationaux* (OCDE, 2014c).

### Encadré 3.5. Exemples d'indicateurs permettant de mesurer le capital économique

Les données sur le patrimoine financier net des ménages par habitant (mesuré à partir des comptes nationaux) et sur le patrimoine total net des ménages (mesuré à partir de microdonnées) sont présentées dans le chapitre 2 (dans la section intitulée « revenu et patrimoine »). Les autres indicateurs utilisés ici pour mesurer le capital économique proviennent de la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux et sont définis comme suit :

- La **dette des ménages** correspond à l'encours total de la dette des ménages en pourcentage de leur revenu disponible. Elle s'obtient en additionnant les éléments de passif tels que les prêts, les titres de dette autres que les produits financiers dérivés, et autres que les comptes à payer. Pour la majorité des ménages, elle se compose principalement d'emprunts immobiliers et autres types de passif, tels que lignes de crédit, cartes de crédit et autres formes de crédit à la consommation (prêts souscrits pour l'achat d'une voiture ou prêts étudiants, par exemple).
- Les **actifs fixes nets** (logements, bâtiments, bâtiments non résidentiels, infrastructures, machines et équipements) sont exprimés ici en USD par habitant aux prix courants de 2012 au moyen des PPA du PIB. Les données se rapportent aux actifs fixes nets de l'économie totale, au sens du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008. La croissance annuelle de la **formation brute de capital fixe** (investissement dans des logements, bâtiments et autres structures, matériels de transport, autres machines et équipements, ressources cultivées et actifs fixes incorporels) est également indiquée.
- Le capital intellectuel est constitué du stock de **droits de propriété intellectuelle**, exprimé ici en USD par habitant aux prix courants de 2012 au moyen des PPA du PIB. Les données se rapportent aux produits de la propriété intellectuelle (recherche-développement, logiciels et bases de données, prospection minière et évaluation, œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales) de l'économie totale, au sens du SCN 2008.
- L'**investissement dans la recherche-développement**, exprimé en pourcentage du PIB, correspond au montant des dépenses des producteurs résidents au titre de travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris sur l'homme, la culture et



### Encadré 3.5. Exemples d'indicateurs permettant de mesurer le capital économique (suite)

la société, et de permettre l'utilisation de cette somme de connaissances pour concevoir de nouvelles applications. La recherche-développement est considérée comme de la formation de capital, sauf s'il est clair que l'activité ne procure aucun avantage économique à son propriétaire, auquel cas elle est traitée en consommation intermédiaire.

- **La valeur financière nette de l'économie totale** correspond à la valeur totale des actifs financiers diminuée de la valeur totale des passifs. Elle est exprimée ici par habitant. Elle englobe l'or monétaire, le numéraire et autres formes de dépôts, les titres de dette, les crédits, les participations et les prêts, les parts de fonds d'investissement, les assurances, pensions et garanties standards et autres comptes à recevoir/à payer. Les instruments négociables sont enregistrés à leur valeur marchande courante, tandis que les autres instruments sont évalués à leur valeur nominale ou comptable. Les données originales (en monnaie nationale) ont été converties en USD au moyen des PPA courantes du PIB.
- **Le levier du secteur bancaire** correspond au rapport entre certains actifs financiers de ce secteur (numéraire et dépôts, titres autres que les actions, à l'exception des produits financiers dérivés, et crédits, tels que comptabilisés à l'actif des comptes de patrimoine financier) et le total des fonds propres (actions et autres participations, à l'exception des parts d'OPCVM, telles que comptabilisées au passif du compte de patrimoine financier). Le secteur bancaire se compose de la banque centrale (S121) et autres sociétés de dépôts (S122), ainsi que des autres intermédiaires financiers, à l'exception des compagnies d'assurance et des fonds de pension (S123). Cette définition peut cependant varier un peu selon les pays, en particulier : en Australie, au Canada, en Islande, en Suisse, en République slovaque et au Royaume-Uni, les « autres intermédiaires financiers » peuvent englober les auxiliaires financiers (S124). Pour tous les pays de l'OCDE sauf l'Australie et Israël, les données sont des données non consolidées.
- **La valeur financière nette des administrations publiques** correspond à la valeur totale des actifs financiers des administrations publiques diminuée de la valeur totale de leurs passifs. Les administrations publiques se composent de l'administration centrale, de l'administration des États fédérés et des administrations locales, de même que des administrations de sécurité sociale. Conformément à la pratique usuelle, la valeur financière nette des administrations publiques est exprimée ici en pourcentage du PIB. Le SCN définit comme suit les actifs financiers des administrations publiques : numéraire et dépôts ; crédits ; actions et autres participations ; titres autres qu'actions ; réserves techniques d'assurance ; autres comptes à recevoir. L'or monétaire et les droits de tirage spéciaux (DTS) en font partie dans un très petit nombre de pays, comme le Royaume-Uni et les États-Unis. Les passifs correspondent aux engagements totaux inscrits dans le compte de patrimoine financier des administrations publiques.

Bien que des normes internationales bien établies régissent la collecte des données, on dispose encore d'assez peu de données relatives au capital économique se prêtant à des comparaisons internationales. Par exemple, la comparabilité entre pays des données sur le capital produit n'est pas toujours facile à évaluer et peut être compromise par des différences au niveau des actifs fixes couverts et, pour les pays qui utilisent la méthode de l'inventaire permanent, par la longueur des séries chronologiques sur la formation brute de capital fixe par catégorie d'actifs.

Les données relatives à la dette des ménages se prêtent généralement bien à des comparaisons internationales, mais certains mécanismes institutionnels, comme la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunt, peuvent exercer une influence sur les ratios d'endettement. Pour calculer le levier du secteur bancaire, il est préférable, pour éviter l'effet des fluctuations boursières, de faire figurer au dénominateur les fonds propres correspondant à la valeur nette totale augmentée des actions et autres participations plutôt que les seules participations. Malheureusement, les données sur les actifs non financiers du secteur bancaire n'étant disponibles que pour un petit nombre de pays de l'OCDE, la valeur nette totale ne peut être calculée.

### Encadré 3.5. Exemples d'indicateurs permettant de mesurer le capital économique (suite)

Les indicateurs présentés ici offrent des outils pour analyser le stock de capital économique mais ne constituent qu'une première étape – et ne sont pas suffisants pour permettre une analyse exhaustive de la stabilité financière et économique. Les données nécessaires à la mesure des actifs non financiers, en particulier des actifs non produits comme les terrains et les ressources naturelles, sont encore très insuffisantes, au niveau des ménages comme de l'administration. Par ailleurs, des actifs tels que les biens culturels et les monuments historiques ne sont pas encore correctement pris en compte. Les variations de la valeur financière nette d'une année sur l'autre peuvent être dues aux transactions financières effectuées durant l'année, mais aussi à la fluctuation des prix des actifs et passifs financiers. Par conséquent, il peut arriver que la croissance du capital financier donne, à tort, une impression de sécurité pour l'avenir lorsque des bulles au niveau du prix des actifs entraînent des gains rapides. Par conséquent, pour évaluer de manière plus complète la viabilité et la stabilité de l'économie, il faudrait disposer d'une batterie d'indicateurs beaucoup plus complète – contenant divers indicateurs de flux et facteurs de risque.

#### Pour en savoir plus :

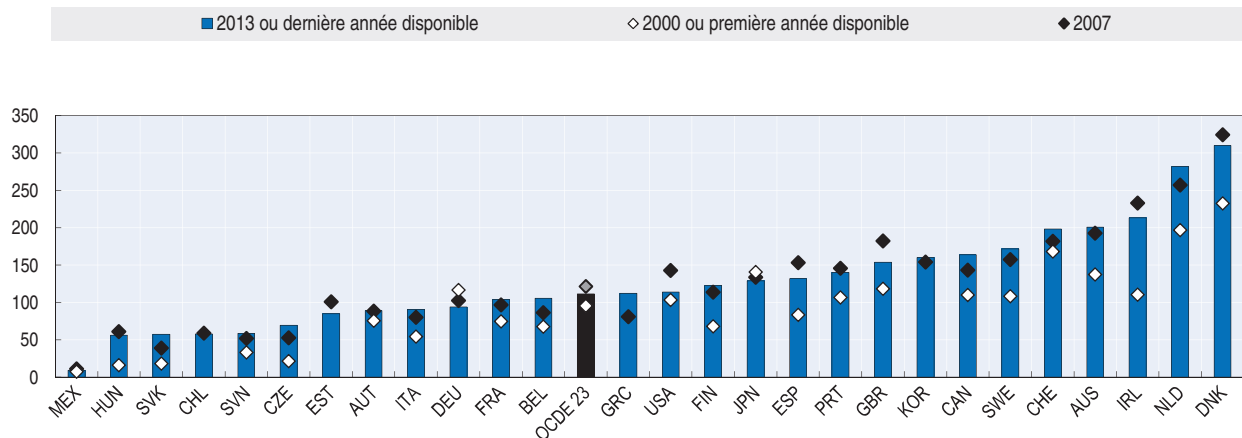
- OCDE (2014c), *Panorama des comptes nationaux 2014*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/na\\_glance-2014-fr](http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2014-fr).
- OCDE (2009), *La mesure du capital – Manuel de l'OCDE 2009 : Deuxième édition*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264067752-fr>.
- Conseil d'analyse économique et Conseil des experts économiques du gouvernement allemand (2010), *Monitoring economic performance, quality of life and sustainability*, rapport conjoint commandé par le Conseil des ministres franco-allemand, Rapports du Conseil des experts économiques du gouvernement allemand, [www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de/expertisen.html](http://www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de/expertisen.html).

Le capital économique des ménages est une dimension particulièrement pertinente pour mesurer le bien-être individuel, actuel comme futur. Les données relatives au patrimoine financier net des ménages (issues des comptes nationaux) et celles qui se rapportent au patrimoine total des ménages (provenant de microdonnées) ont été présentées dans le chapitre 2. Ces deux indicateurs laissent penser qu'il existe de fortes disparités entre les pays de l'OCDE, en termes de montant comme de répartition du patrimoine des ménages. Ce troisième chapitre présente l'endettement des ménages, qui a joué un rôle déterminant dans la crise dite des *subprimes* et qui est également un outil pertinent pour évaluer la préservation du bien-être au fil du temps.

Le graphique 3.16 présente l'endettement des ménages en pourcentage du revenu disponible net (voir l'encadré 3.5 pour une définition complète). En 2013, il était compris entre moins de 60 % au Mexique, en Hongrie, en République slovaque, au Chili et en Slovaquie, et environ 200 % voire plus en Suisse, en Australie, en Irlande, aux Pays-Bas et au Danemark. Dans plus de la moitié des pays de l'OCDE pour lesquels existent des données, l'endettement des ménages était supérieur en 2013 à ce qu'il était en 2007 et en 2000. Font exception les États-Unis, l'Espagne et le Royaume-Uni, où il a augmenté à partir de 2000 pour atteindre son maximum en 2007 avant de diminuer, l'Irlande, l'Estonie et le Danemark, où il a atteint son maximum en 2009 (n'apparaît pas sur le graphique) et le Portugal, où il a atteint son maximum en 2012 (n'apparaît pas non plus sur le graphique). Contrairement aux autres pays, l'Allemagne et le Japon ont vu l'endettement des ménages atteindre son maximum en 2000 et en 2001 respectivement, puis diminuer.

## Graphique 3.16. Dette des ménages

En pourcentage du revenu disponible net



Note : La dernière année disponible est 2014 pour le Portugal et la Suède, 2012 pour la Corée et la Suisse et 2009 pour le Mexique. La première année disponible est 2001 pour l'Irlande et la Slovaquie, 2003 pour le Mexique, 2008 pour le Chili et l'Estonie et 2010 pour la Corée. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

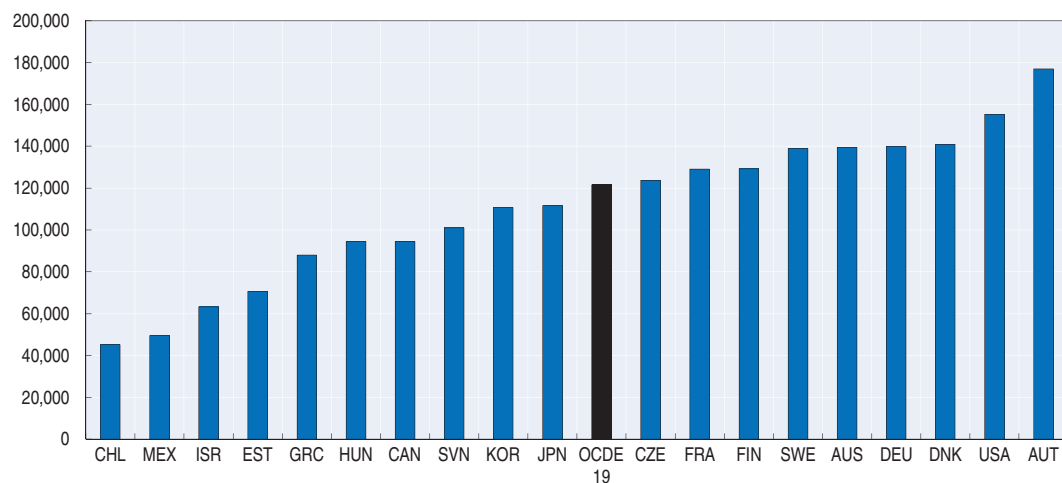
Source : « Panorama des comptes nationaux », Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00369-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278588>

S'agissant des indicateurs qui permettent de mesurer le capital économique au niveau de l'économie dans son ensemble, dans la majorité des pays de l'OCDE le principal type de **capital produit** est constitué d'actifs fixes, tels que les logements, bâtiments non résidentiels et infrastructures, machines et équipements (voir la définition dans l'encadré 3.5). En 2012, la valeur totale des actifs fixes par habitant était très variable au sein du groupe de 19 pays de l'OCDE pour lesquels existent des données comparables (graphique 3.17). C'est en Autriche, aux États-Unis, au Danemark, en Allemagne, en Australie et en Suède que cette valeur était la plus élevée (140 000 USD environ ou plus) et au Chili, au Mexique, en Israël, en Estonie et en Grèce qu'elle était la plus faible (inférieure à 90 000 USD).

## Graphique 3.17. Actifs fixes nets par habitant

USD aux PPA courantes, 2012



Note : La moyenne OCDE correspond à la moyenne des valeurs figurant sur le graphique pondérée par la population.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>.

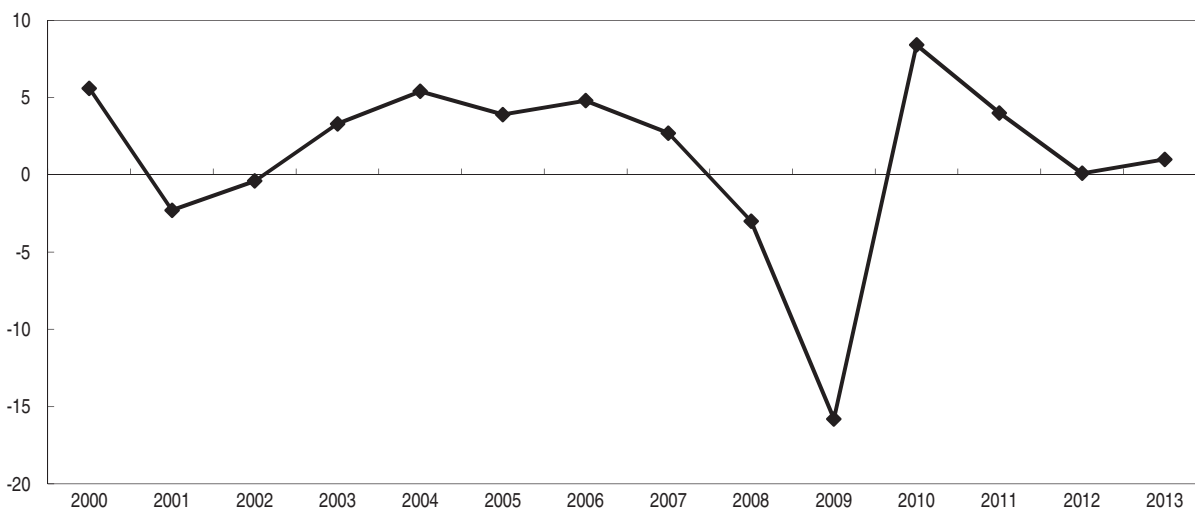
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278596>

La publication OCDE (2014c) décrit l'évolution du stock d'actifs nets entre 2000 et 2010 dans les 15 pays de l'OCDE pour lesquels existent des données se prêtant à des comparaisons internationales. Les pays où la croissance en volume a été la plus forte depuis 2005 sont l'Estonie (40 %), l'Australie (22 %), la Corée (21 %) et la Norvège (16 %), et ceux dans lesquels elle a été la plus faible sont l'Allemagne (5 %), le Danemark (6 %), l'Italie (6 %), la Hongrie et les Pays-Bas (7 % dans les deux cas).

Dans la zone de l'OCDE dans son ensemble, la formation brute de capital fixe (encadré 3.5) est fluctuante depuis 2000 (graphique 3.18). Après avoir fortement ralenti au début des années 2000, elle a connu une forte croissance annuelle de 2003 à 2004. Cette croissance annuelle a ensuite marqué le pas entre 2005 et 2007, avant de devenir négative en 2008 (-2.5 %) et 2009 (-11.8 %) durant la crise économique et financière. Elle est redevenue positive en 2010, mais elle est restée faible au cours des années suivantes, ce qui contribue à expliquer le manque de vigueur de la reprise en cours<sup>4</sup>.

Graphique 3.18. **Formation brute de capital fixe, volume moyen pour l'OCDE**

Taux de croissance annuelle en pourcentage, 2000 - 2013



Note : Les valeurs moyennes pour l'OCDE relatives à 2000-02 et à 2013 correspondent à des estimations. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

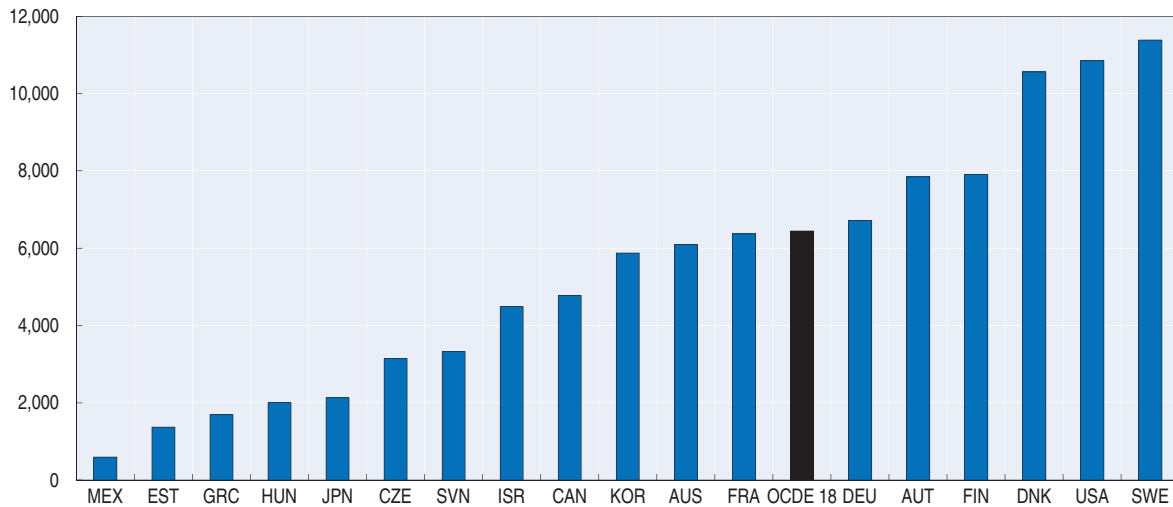
Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278602>

Il existe de bonnes raisons de s'attarder sur le « capital intellectuel », qui devrait jouer un rôle dans la croissance de la productivité et dans l'amélioration de la qualité de vie à l'avenir, notamment parce qu'il devrait permettre une utilisation des ressources plus efficace qu'elle ne l'est actuellement (CEE-ONU, 2014). Cependant, le capital intellectuel étant difficile à définir et à mesurer, c'est la valeur moyenne des produits de la propriété intellectuelle (voir l'encadré 3.5 pour une définition) qui a été utilisée ici comme indicateur indirect. En 2012, c'est au Danemark, aux États-Unis et en Suède que la valeur estimée de ces produits était la plus élevée, s'établissant à plus de 10 000 USD par habitant (graphique 3.19). À l'inverse, cette valeur était inférieure à 2 000 USD par habitant au Mexique, en Estonie et en Grèce. Dans la plupart des pays de l'OCDE, le capital intellectuel représente une part croissante du capital économique ; à noter qu'il se déprécie aussi en général plus rapidement que le capital produit.

Graphique 3.19. **Produits de propriété intellectuelle**

USD aux PPA courantes, par habitant, 2012



Note : La moyenne OCDE correspond à la moyenne des valeurs figurant sur le graphique pondérée par la population.

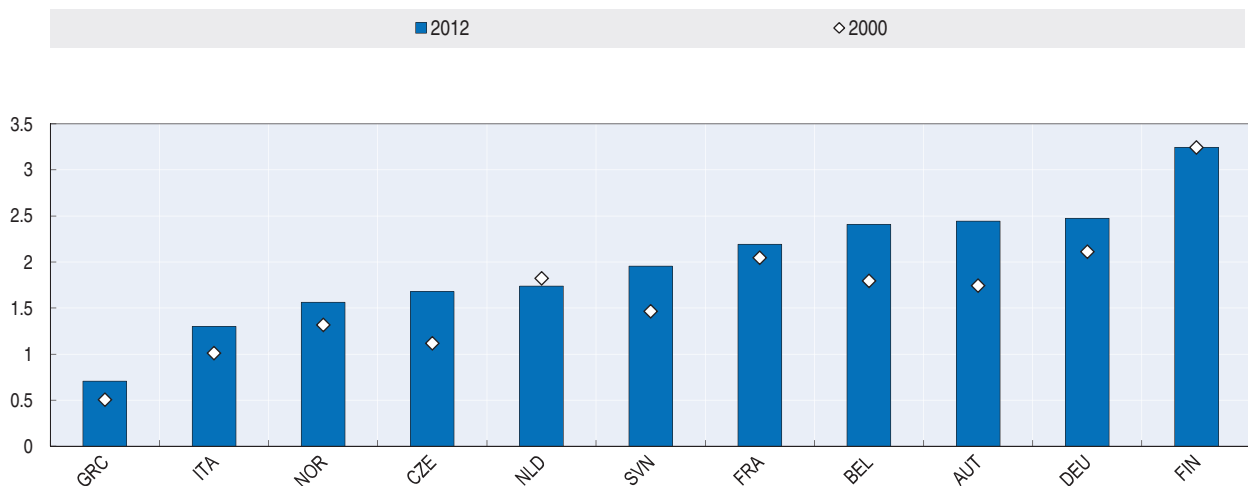
Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278610>

L'investissement dans la recherche-développement (R-D) joue un rôle déterminant dans la constitution du stock total de capital intellectuel. En 2012, la Finlande était, des 11 pays qui apparaissent sur le graphique 3.20, celui qui se classait en tête en termes d'investissement dans la R-D en pourcentage du PIB (avec 3.3 %), tandis que la Grèce arrivait en dernière position (0.7 %). En règle générale, l'investissement dans la R-D en pourcentage du PIB était plus élevé en 2012 qu'en 2000, même si son niveau est resté relativement stable aux Pays-Bas et en Finlande.

Graphique 3.20. **Investissement en R-D**

En pourcentage du PIB



Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278627>

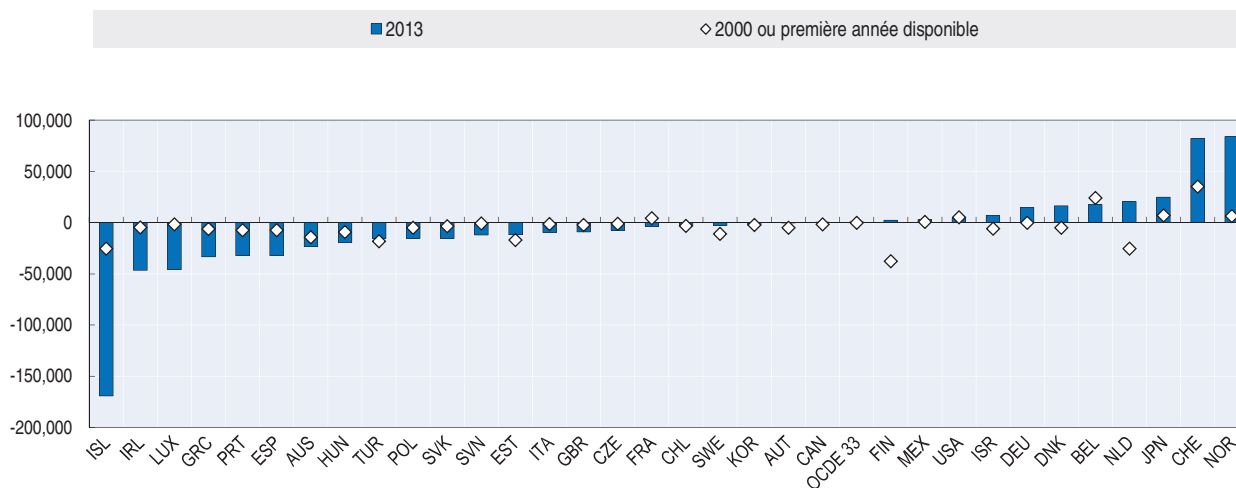
Le **capital financier** peut également servir de réserve de valeur et favoriser ainsi le bien-être futur. Alors que dans une économie fermée le capital financier est un stock à somme nulle (en ce sens qu'à chaque élément d'actif correspond un élément de passif de même valeur), dans une économie ouverte, les actifs financiers d'un pays peuvent être supérieurs à ses passifs financiers. Les actifs financiers étant finalement des créances sur des actifs réels, la position financière extérieure (nette) d'un pays a des conséquences sur la pérennité économique du bien-être et peut jouer un rôle d'amortisseur en cas de chocs et constituer une source de revenu à l'avenir.

Au niveau de l'économie dans son ensemble, la position financière par habitant est très variable d'un pays de l'OCDE à l'autre (graphique 3.21). En 2013, sur les 33 pays de l'OCDE pour lesquels des données comparables sont disponibles, 12 affichaient une valeur nette positive, en d'autres termes avaient un stock de créances financières à l'égard du reste du monde supérieur à leurs passifs. La Norvège et la Suisse se classaient en tête, avec une valeur financière nette par habitant supérieure à 80 000 USD aux PPA courantes. En Islande, en Irlande, au Luxembourg, en Grèce, au Portugal et en Espagne, les passifs financiers dépassaient les actifs à raison de 30 000 USD par habitant au moins et les dettes nettes étaient au moins quatre fois plus élevées qu'en 2000. En revanche, la position financière de l'Allemagne s'est améliorée, passant d'environ -250 USD par habitant en 2000 à 14 885 USD par habitant en 2013. En Norvège, la valeur financière nette était 13 fois plus élevée en 2013 qu'en 2000.

Il est important de ne pas se cantonner à examiner le capital économique d'un pays dans son ensemble et d'analyser aussi le compte de patrimoine des différents secteurs de l'économie. On ne dispose malheureusement de comptes de patrimoine

Graphique 3.21. **Valeur financière nette de l'économie dans son ensemble**

USD aux PPA courantes, par habitant



Note : La dernière année disponible est 2012 pour la Corée, 2011 pour la Suisse et 2009 pour le Mexique. La première année disponible est 2001 pour l'Irlande, Israël et la Slovaquie, 2002 pour la Corée, 2003 pour l'Islande, 2005 pour le Chili, 2008 pour l'Estonie et le Luxembourg et 2010 pour la Turquie. La moyenne OCDE correspond à la moyenne des valeurs figurant sur le graphique pondérée par la population.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933278630>



sectoriels complets, tenant également compte des actifs non financiers, que pour quelques pays de l'OCDE, si bien que la plupart des évaluations ne portent que sur la position financière des secteurs (en d'autres termes, on ne dispose d'aucune information sur leurs actifs non financiers). S'il s'agit certes là d'une lacune importante lorsque l'on veut mesurer la durabilité du bien-être à partir de « l'approche fondée sur le capital » (avec de réelles conséquences sur la manière dont les politiques sont évaluées), les données actuellement disponibles peuvent néanmoins apporter un éclairage précieux.

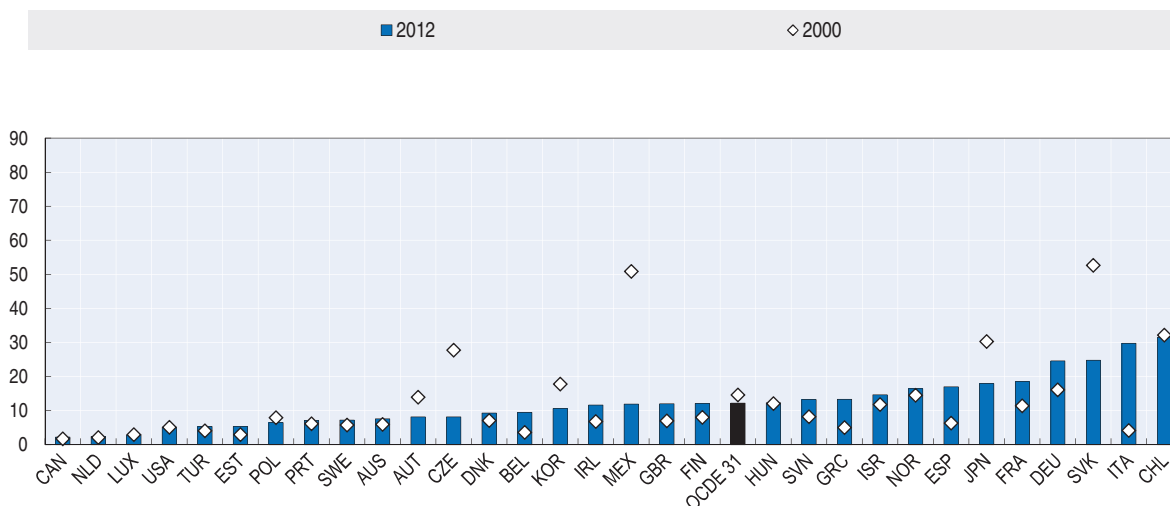
La stabilité du secteur bancaire et financier, par exemple, est déterminante pour la stabilité économique d'un pays. Pour évaluer les forces et faiblesses du système financier dans différents pays, le Fonds monétaire international (FMI) a mis au point une série d'*Indicateurs de solidité financière* (ISF) (FMI, 2015), qui fournit un large éventail de mesures (FMI, 2015). De même, l'Initiative du G20 contre les lacunes en matière de données (*Data Gaps Initiative*) vise à enrichir, à partir d'une série de recommandations, les statistiques disponibles (FMI-CSF, 2009 ; 2010 ; 2012) afin de donner aux décideurs publics les moyens d'effectuer un meilleur suivi des évolutions économiques et financières. Le Groupe interinstitutionnel sur les statistiques économiques et financières, qui a été créé en 2008 et regroupe la Banque des règlements internationaux, la Banque centrale européenne, Eurostat, le FMI, l'OCDE, les Nations Unies et la Banque mondiale, joue un rôle central dans cette initiative.

Le levier du secteur bancaire correspond au rapport entre certains actifs financiers du secteur bancaire (figurant à l'actif du compte de patrimoine financier, comme le numéraire et les dépôts) et le total des fonds propres (figurant au passif du compte de patrimoine financier, comme les actions et autres participations). Bien que le levier soit un indicateur un peu approximatif – et qu'il soit seulement l'un des nombreux indicateurs qui seraient nécessaires pour évaluer pleinement la viabilité du secteur financier –, un ratio actifs sur fonds propres (ou levier) élevé peut être synonyme d'une exposition accrue au risque et aux ralentissements de la conjoncture.

En 2012, c'est au Chili, en Italie, en République slovaque et en Allemagne que le levier du secteur bancaire était le plus élevé, s'établissant à environ 25 au moins (graphique 3.22). C'est au Canada, aux Pays-Bas et au Luxembourg qu'il était le plus faible, étant inférieur à 3 dans chacun de ces pays. En République slovaque, au Japon, au Mexique, en Corée, en République tchèque, en Autriche et en Pologne, le levier du secteur bancaire avait diminué d'au moins cinq points en 2012 par rapport à son niveau de 2000. En revanche, en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Grèce, en France, en Belgique, en Slovénie et au Royaume-Uni, il a progressé d'au moins cinq points entre 2000 et 2012.

La position financière des administrations publiques joue également un rôle important dans la préservation du bien-être, et du fait des garanties implicites de l'État, la dette privée peut rapidement se transformer en dette publique. Les États peuvent s'autoriser un déficit budgétaire pour soutenir l'activité économique et favoriser la constitution de capital économique, humain et social (par exemple en finançant des investissements dans des actifs fixes, comme des infrastructures publiques, ou en investissant dans la formation et les compétences) ou encore pour empêcher la dégradation du capital social. Une dette publique élevée peut cependant représenter un risque pour le bien-être futur, par exemple dans le cas où une obligation soudaine de la réduire conduit à une baisse rapide et importante des dépenses publiques.

Graphique 3.22. **Levier du secteur bancaire**  
Rapport entre certains actifs et les fonds propres



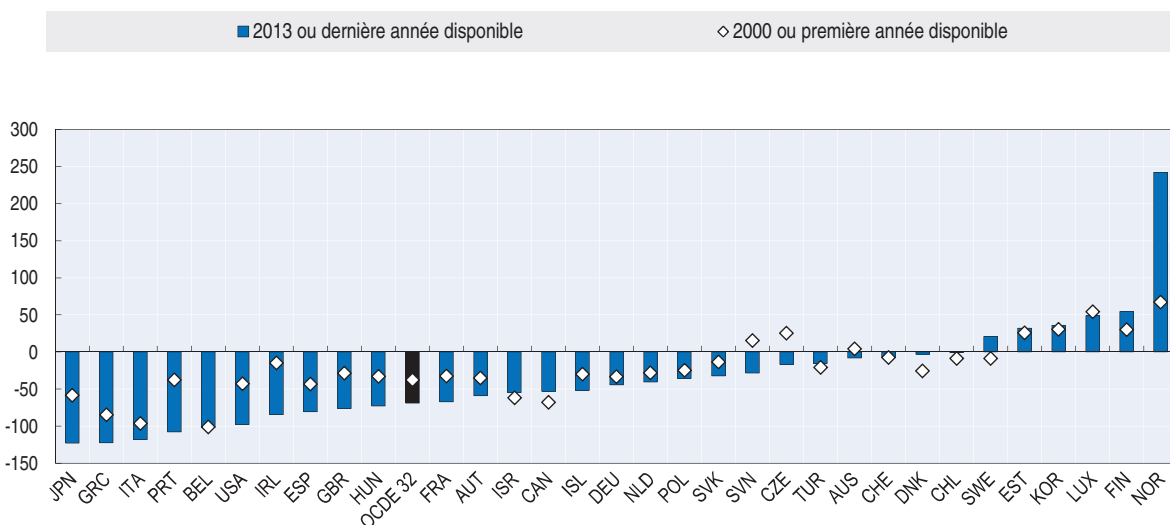
Note : La dernière année disponible est 2011 pour le Japon et Israël, et 2009 pour le Mexique. La première année disponible est 2001 pour l'Irlande, Israël, la Slovaquie, 2002 pour la Corée, 2003 pour le Danemark, 2005 pour le Chili, 2006 pour le Luxembourg et 2010 pour la Turquie. La moyenne OCDE correspond à la moyenne des valeurs figurant sur le graphique pondérée par la population.

Source : « Panorama des comptes nationaux », Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00369-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278647>

La position financière nette des administrations publiques (graphique 3.23 ; voir l'encadré 3.5 pour une définition) est évaluée ici au moyen de la valeur financière nette (qui correspond à la différence entre les actifs et les passifs financiers) et non au moyen

Graphique 3.23. **Valeur financière nette des administrations publiques**  
En pourcentage du PIB



Note : La dernière année disponible est 2014 pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Chili, la Hongrie, la Norvège, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis et 2012 pour la Corée et la Suisse. La première année disponible est 2001 pour Israël et la Slovaquie, 2002 pour la Corée, 2003 pour l'Islande et la Pologne, 2005 pour le Chili, 2008 pour l'Estonie et le Luxembourg et 2009 pour la Turquie. La moyenne OCDE correspond à la moyenne des valeurs figurant sur le graphique pondérée par la population.

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933278654>

des indicateurs de l'endettement brut généralement pris en compte dans l'analyse des politiques économiques, qui portent davantage sur la liquidité que sur la viabilité que proprement parler. En 2013 (ou la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles), la valeur financière nette des administrations publiques oscillait entre 242 % du PIB en Norvège, 54 % en Finlande et 49 % au Luxembourg et une position négative de -118 % du PIB en Italie, -122 % en Grèce et -123 % au Japon. À noter cependant que le compte de patrimoine financier des administrations publiques ne tient pas compte des actifs non financiers (infrastructures, patrimoine culturel, paysages protégés et œuvres d'art), si bien que la valeur financière nette des administrations publiques ne rend pas compte de l'ensemble de leur patrimoine.

Entre 2000 et 2013, la plupart des pays de l'OCDE ont vu la valeur nette des administrations publiques en pourcentage du PIB reculer, en moyenne de 31.3 points de pourcentage. Font exception la Norvège, la Suède, la Finlande, le Danemark et le Canada, où la valeur financière nette en pourcentage du PIB a progressé de 10 points voire plus depuis 2000. Les pays où cet indicateur s'est dégradé le plus au cours de la période 2000-13 sont le Portugal, l'Irlande, le Japon et les États-Unis, où il a perdu plus de 50 points de pourcentage.

## Notes

1. Ce chapitre porte sur les stocks de ressources déterminants pour les résultats en matière de bien-être à plus long terme. Il existe cependant à l'évidence des synergies avec les jeux d'indicateurs de développement durable utilisés par de nombreux pays de l'OCDE et offices de la statistique. Ces jeux d'indicateurs comportent souvent des outils de mesure supplémentaires par rapport à ceux qui figurent dans le tableau 3.1, par exemple des données sur la consommation d'énergie de sources renouvelables, sur les déchets et leur recyclage, sur les dépenses au titre de l'aide internationale, sur le décrochage scolaire et les jeunes qui ne sont ni en formation ni en emploi (NEET), sur la pauvreté, la cohésion sociale et les inégalités entre hommes et femmes. Certains de ces aspects sont traités de manière plus approfondie dans d'autres travaux de l'OCDE, comme l'initiative sur les indicateurs de croissance verte (OCDE, 2014a, par exemple), les *Perspectives de l'emploi* (OCDE, 2015e, par exemple), les travaux sur les inégalités de revenu et la pauvreté (*Tous concernés*, OCDE, 2015f), le Portail de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes (OCDE, 2015g) et les travaux de l'OCDE dans le domaine de la coopération pour le développement (OCDE, 2015h, par exemple).
2. Les six gaz à effet de serre visés par le protocole de Kyoto sont le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>), l'hémioxyde d'azote (N<sub>2</sub>O), les hydrofluorocarbures (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>).
3. Pour qu'il y ait une chance sur deux de limiter à 2 °C l'augmentation de la température mondiale par rapport à son niveau préindustriel, il faudrait, selon les estimations, que la concentration des six gaz à effet de serre visés par le protocole de Kyoto se stabilise à un niveau inférieur à 491 ppm équivalent CO<sub>2</sub> environ (Agence européenne pour l'environnement, 2015).
4. À la suite de la Grande Récession, le taux de croissance de la « production potentielle » a connu, dans tous les pays de l'OCDE, une forte chute qui était davantage liée à une diminution des stocks de capital par travailleur qu'à un ralentissement du progrès technique (OCDE, 2015e). Cette diminution du stock de capital économique a fait renaître l'hypothèse selon laquelle les pays de l'OCDE pourraient, à l'avenir, être confrontés à une période de « stagnation séculaire », durant laquelle (dans un contexte où les taux d'intérêt sont proches de zéro) l'investissement est perpétuellement inférieur à l'épargne. Pour une réflexion plus approfondie sur cet aspect, voir le chapitre consacré à l'investissement dans *Perspectives économiques de l'OCDE*, volume 2015 (OCDE, 2015i) et l'analyse présentée dans OCDE (2015j).

## Bibliographie

- Agence européenne pour l'environnement (2015), « Atmospheric greenhouse gas concentrations » (CSI 013/CLIM 052) – Assessment published Feb. 2015, [www.eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/atmospheric-greenhouse-gas-concentrations-4/assessment](http://www.eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/atmospheric-greenhouse-gas-concentrations-4/assessment) (consulté le 26 mai 2015).
- Agence internationale de l'énergie (2014), *Energy, Climate Change and Environment: 2014 Insights*, AIE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264220744-en>.

- Boarini, R., M. Mira d'Ercole et G. Liu (2012), « Approaches to Measuring the Stock of Human Capital: A Review of Country Practices », *Documents de travail statistiques de l'OCDE*, n° 2012/04, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k8zlm5bc3ns-en>.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) (2014), *Conference of European Statisticians Recommendations on Measuring Sustainable Development*, Nations Unies, New York et Genève, [www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2013/CES\\_SD\\_web.pdf](http://www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2013/CES_SD_web.pdf).
- Conseil d'analyse économique et Conseil des experts économiques du gouvernement allemand (2010), *Monitoring Economic Performance, Quality of Life and Sustainability*, rapport conjoint commandé par le Conseil des ministres franco-allemand, Rapports du Conseil des experts économiques du gouvernement allemand, [www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de/expertisen.html](http://www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de/expertisen.html).
- Eurostat (2015) « Quality of life in Europe – facts and views – governance », in *Quality of Life*, publication en ligne : [http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Quality\\_of\\_life\\_in\\_Europe\\_-\\_facts\\_and\\_views\\_-\\_governance&oldid=237687](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Quality_of_life_in_Europe_-_facts_and_views_-_governance&oldid=237687) (consulté le 4 juillet 2015).
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2010), *Évaluation des ressources forestières mondiales 2010, Rapport principal, Étude FAO : Forêts 163*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, [www.fao.org/docrep/013/i1757f/i1757f.pdf](http://www.fao.org/docrep/013/i1757f/i1757f.pdf).
- Fonds monétaire international (2015), « Indicateurs de solidité financière », <http://fsi.imf.org/Default.aspx> (consulté le 8 juillet 2015).
- FMI-CSF (Conseil de stabilité financière) (2009), *The Financial Crisis and Information Gaps: Report to the G-20 Finance Ministers and Central Bank Governors*, [www.imf.org/external/np/g20/pdf/102909.pdf](http://www.imf.org/external/np/g20/pdf/102909.pdf).
- FMI-CSF (2010), *The Financial Crisis and Information Gaps – Action Plans and Timetables*, [www.financialstabilityboard.org/2010/05/r\\_100510/?page\\_moved=1](http://www.financialstabilityboard.org/2010/05/r_100510/?page_moved=1).
- FMI-CSF (2012), *The Financial Crisis and Information Gaps – Progress Report on the G-20 Data Gaps Initiative: Status, Action Plans, Timetables*, [www.imf.org/external/np/G20/pdf/093012.pdf](http://www.imf.org/external/np/G20/pdf/093012.pdf).
- IUCN (2013), *Liste rouge mondiale des espèces menacées*, [www.iucnredlist.org/about](http://www.iucnredlist.org/about) (consulté le 12 avril 2015).
- Liu, G. (2011), « Measuring the Stock of Human Capital for Comparative Analysis: An Application of the Lifetime Income Approach to Selected Countries », *Documents de travail statistiques de l'OCDE*, n° 41, 2011/06, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5kg3h0jnn9r5-en>.
- Nations Unies (2009a) *Measuring Sustainable Development*, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, en coopération avec l'OCDE et l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), New York et Genève, <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=400&nr=801&menu=35>.
- OCDE (2015a), *Aligning Policies for a Low-carbon Economy*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264233294-en>.
- OCDE (2015b), « Carbon dioxide emissions embodied in international trade », [www.oecd.org/sti/inputoutput/co2](http://www.oecd.org/sti/inputoutput/co2) (consulté le 15 juillet 2015).
- OCDE (2015c), *Water Resources Allocation: Sharing Risks and Opportunities*, *Études de l'OCDE sur l'eau*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264229631-en>.
- OCDE (2015d), *Regards sur l'éducation, Rapport intermédiaire : Mise à jour des indicateurs relatifs à l'emploi et au niveau de formation*, Éditions OCDE, Paris, [www.oecd.org/edu/EAG-Interim-report.pdf](http://www.oecd.org/edu/EAG-Interim-report.pdf).
- OCDE (2015e), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2015*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/empl\\_outlook-2015-fr](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2015-fr).
- OECD (2015f), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.
- OCDE (2015g), *Portail de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes*, [www.oecd.org/fr/parite/donnees/](http://www.oecd.org/fr/parite/donnees/) (consulté le 12 mai 2015).
- OCDE (2015h), *Statistiques de l'OCDE sur le développement international (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/dev-data-fr> (consulté le 10 juillet 2015).
- OCDE (2015i), « Stimuler l'investissement pour une croissance plus forte et durable », in *OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2015, n° 1*, Éditions OCDE, Paris, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-1-46-fr](http://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-46-fr).

- OCDE (2015j), *OECD Business and Finance Outlook 2015*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264234291-en>.
- OCDE (2014a), *Green Growth Indicators 2014*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264202030-en>.
- OCDE (2014b), *Regards sur l'éducation 2014 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2014-fr>.
- OCDE (2014c), *Panorama des comptes nationaux 2014*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/na\\_glance-2014-fr](http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2014-fr).
- OCDE (2013a), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, [http://dx.doi.org/10.1787/how\\_life-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr).
- OCDE (2013b), *Panorama de l'environnement 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264221802-fr>.
- OCDE (2013c), *L'eau et l'adaptation au changement climatique : Des politiques pour naviguer en eaux inconnues*, Études de l'OCDE sur l'eau, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264200647-fr>.
- OCDE (2013d), *Panorama de la santé 2013 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/health\\_glance-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2013-fr).
- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/env\\_outlook-2012-fr](http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr).
- OCDE (2011), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr>.
- OCDE (2009), *La mesure du capital – Manuel de l'OCDE 2009 : Deuxième édition*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264067752-fr>.
- Oeppen, J. et J. W. Vaupel (2002), « Broken Limits of Life Expectancy », *Science*, vol. 296, n° 5570.
- Office fédéral suisse de la statistique (2013), *Le développement durable en bref 2013 : 17 indicateurs-clés pour mesurer les progrès*, [www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/21/01/new.html?gnpID=2013-267](http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/21/01/new.html?gnpID=2013-267) (consulté le 10 juillet 2015).
- Organisation météorologique mondiale (OMM), *Bulletin de l'OMM sur les gaz à effet de serre*, n° 10, 6 novembre 2014, [www.wmo.int/pages/prog/arep/gaw/ghg/GHGbulletin.html](http://www.wmo.int/pages/prog/arep/gaw/ghg/GHGbulletin.html) (consulté le 10 juillet 2015).
- Scrivens, K. et C. Smith (2013), « Four Interpretations of Social Capital: An Agenda for Measurement », *Documents de travail statistiques de l'OCDE*, n° 2013/06, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jzbcx010wmt-en>.
- Siegler, V. (2015), « Measuring National Well-Being – An Analysis of Social Capital in the UK », Office for National Statistics, [www.ons.gov.uk/ons/rel/wellbeing/measuring-national-well-being-analysis-of-social-well-being-social-capital-in-the-uk---2013-14/index.html](http://www.ons.gov.uk/ons/rel/wellbeing/measuring-national-well-being-analysis-of-social-well-being-social-capital-in-the-uk---2013-14/index.html).
- Statistics New Zealand (2011), *Key findings on New Zealand's progress using a sustainable development approach: 2010*, Statistics New Zealand, Wellington, [www.stats.govt.nz/browse\\_for\\_stats/snapshots-of-nz/Measuring-NZ-progress-sustainable-dev-%20approach/key-findings-2010.aspx](http://www.stats.govt.nz/browse_for_stats/snapshots-of-nz/Measuring-NZ-progress-sustainable-dev-%20approach/key-findings-2010.aspx) (consulté le 29 mai 2015).
- UNU-IHDP et PNUE (2014) *Inclusive Wealth Report 2014, Measuring progress towards sustainability*. Cambridge: Cambridge University Press, <http://inclusivewealthindex.org>.
- UNU-IHDP et PNUE (2012) *Inclusive Wealth Report 2012, Measuring progress towards sustainability*. Cambridge: Cambridge University Press, <http://inclusivewealthindex.org>.
- Wilmoth, J.R. (2011), « Increase in Human Longevity: Past, Present and Future », *The Japanese Journal of Population*, vol. 9, n° 1.

### **Bases de données :**

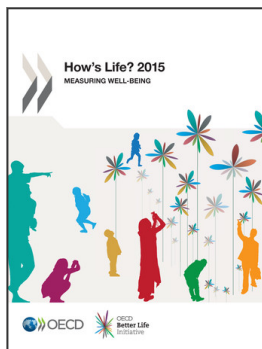
- Eurostat (2015), « Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) », [http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc\\_pw03&lang=fr](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc_pw03&lang=fr) (consulté le 3 juillet 2015).
- Gallup World Poll, [www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx](http://www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx) (consulté le 3 juillet 2015).

*Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/env-data-fr> (consulté le 4 juillet 2015).

*Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/health-data-fr> (consulté le 10 juillet 2015).

*Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données)*, <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr> (consulté le 10 juillet 2015).





Extrait de :  
**How's Life? 2015**  
Measuring Well-being

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/how\\_life-2015-en](https://doi.org/10.1787/how_life-2015-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2016), « Ressources nécessaires au bien-être futur », dans *How's Life? 2015 : Measuring Well-being*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/how\\_life-2015-7-fr](https://doi.org/10.1787/how_life-2015-7-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).